

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXVII, No. 25 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 28 juin-5 juillet 2017

Guy Philippe condamné à 9 ans BIENTÔT LES RETOMBÉES DE SA COOPÉRATION Grande inquiétude au sein de ses anciens collaborateurs

Par Léo Joseph

Le verdict est connu pour le sénateur élu de la Grand'Anse. Il a échappé à la peine maximale d'au-delà de 25 ans. C'est ce qui a été décidé suite aux négociations entre les procureurs fédéraux et les avocats de la défense. Maintenant tout le monde sombre dans un autre genre d'attente. Car, présentement, les personnes qu'il aurait dénoncées comme ayant été impliquées, comme lui, dans des activités illégales et/ou louches attendent, la mort dans l'âme, le sort réservé par le destin. À coup sûr, une fois ficelés les dossiers dont l'instruction se fait maintenant, il n'y a aucun doute que les documents relatifs aux demandes d'« extradition » seront acheminés à qui de droit.

En effet, lors d'une séance éclair, qui a duré à peine dix minutes, le juge Cecilia Altonaga a prononcé la sentence de Guy Philippe fixée à neuf ans de réclusion. Probablement, il sera transféré à un centre de détention situé dans un état différent de la

Floride. Là encore, il peut ne passer toute sa période de détention dans une seule et même prison. C'était, par exemple, le régime auquel était astreint Jacques Beaudouin Kétant, qui avait été transférée au moins à trois reprises. Il semble que de telles précautions soient nécessaires pour éviter que des ennemis du prisonnier ne cherchent à le localiser. On apprend que cette stratégie est observée de manière récurrente dans les cas de prisonniers gardés en réserve comme « témoins à charge » dans des procès devant avoir lieu à l'avenir.

Dans certains milieux juridiques, aux États-Unis, on s'attendait à une décision suivant laquelle Philippe aurait écopé d'un verdict de 15 à 20 ans. Ceux qui entretenaient cette opinion se basaient sur l'hostilité initialement affichée par le prisonnier à l'égard du système judiciaire américain; ou bien qui avait une notion erronée de ses possibilités de s'en tirer à bon compte. Aussi les neuf ans de détention qu'il a reçus ont-ils donné à plus d'un l'occasion de

comprendre que les avocats de Guy Philippe ont négocié la meilleure partie pour lui avec les autorités judiciaires fédérales.

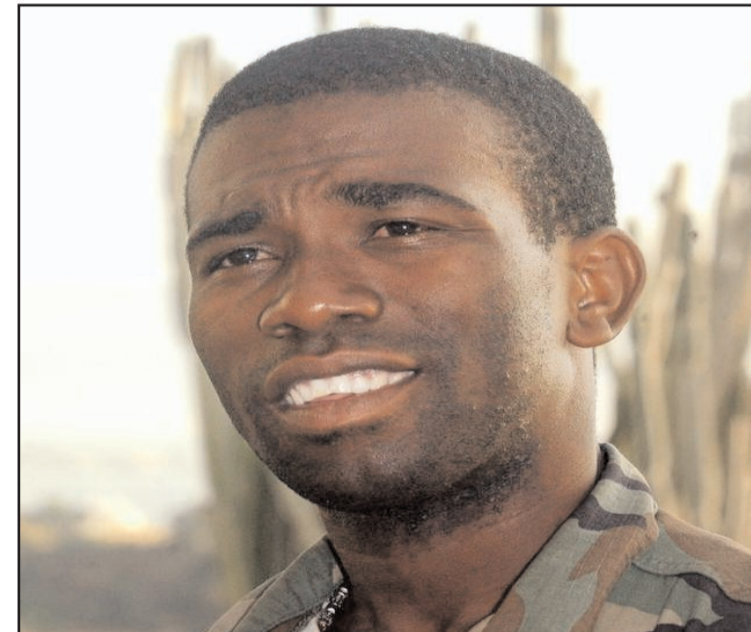
De toute évidence, avant de conclure que les preuves fournies par le sénateur élu de la Grand'Anse avaient une quelconque valeur, il fallait obtenir la vérification sur place. L'attitude subséquente des décideurs fédéraux autorise à croire qu'on peut se fier aux témoignages qu'il donnera, éventuellement sur serment, dans le cadre des procès qui seront programmés. Cela signifie que l'intéressé a pris la décision d'offrir sa « totale collaboration », car se rendant à l'évidence de l'avantage qu'une telle attitude lui procure. Dès lors, il faut conclure aussi qu'il ne fait aucune « réserve » par rapport à ses anciens amis, collaborateurs et « collègues ».

Une stratégie initiale inspirée par la naïveté

Durant les premiers jours qui ont suivi son arrestation suivie de son transfert à la prison fédérale de Miami, le 5 janvier de cette an-

née, les amis de Philippe ont failli mettre la défense sur une mauvaise pente. Après avoir, dans un premier temps, soutenu l'argument de l'« enlèvement » de Guy Philippe, puis tenté de porter le juge à déclarer irrecevable l'inculpation de leur client, une nouvelle

ou encore d'abandonner le client suite à un malentendu. En tout cas, à observer l'évolution de l'affaire, la manière dont elle était initialement menée, tout laissait croire que l'ancien haut gradé de la Police nationale n'avait pas bien saisi la gravité de son cas; et



Guy Philippe n'a pas eu de retenue, il a tout dit.

stratégie a été introduite avec une autre équipe d'avocats engagés par l'accusé. De fait, il semble que les premiers défenseurs préalablement chargés des dossiers par Philippe se soient ou bien déportés, aient décidé de fuir le cas,

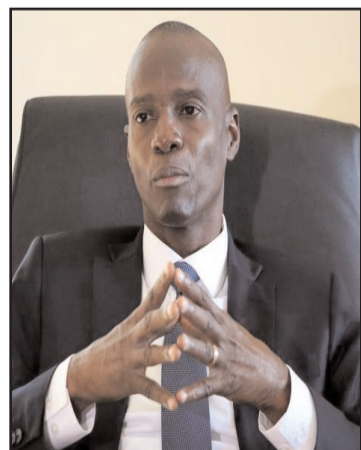
pensait que ses amis et alliés restés en Haïti pouvaient faire partie de la stratégie face aux procureurs fédéraux. Il paraît aussi que de la prison étant, l'accusé gardait un

Suite en page 3

AU BRÉSIL LA ROUE DE LA JUSTICE CONTINUE DE ROULER

Le président Michel Temer formellement inculpé

Désormais, il est sous la même menace
que le président haïtien Jovenel Moïse



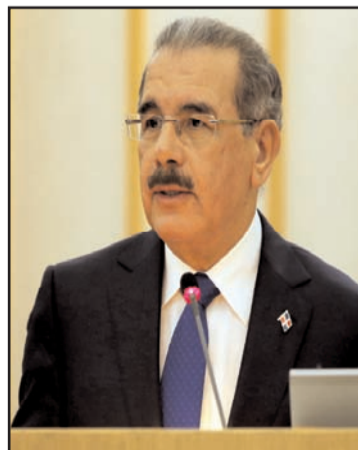
Le président haïtien Jovenel Moïse.

La méga enquête sur la corruption déclenchée au Brésil, et qui a mis plusieurs hommes politiques puissants aux prises avec la justice, menace d'emporter un second chef de l'État, faisant du scandale Petrobras-Odebrecht le



Le président brésilien Michel Temer.

plus gros que ce pays n'ait jamais connu. C'est la révélation qui a été faite hier (lundi 26 juin) à Brasilia, la capitale brésilienne, par le procureur général. Cette intervention risque d'entraîner la destitution de deux présidents en



Le président dominicain Danilo Medina.

moins d'un an, faisant présager un véritable tsunami politique dont les répercussions et conséquences s'étendront à d'autres pays. En tout cas, le chef de l'

Suite en page 2

GRÂCE À UN SYSTÈME DE LOTERIE MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEUR CUOMO Des New-Yorkais munis de la carte verte pourraient devenir citoyens américains



Le gouverneur Andrew Cuomo de New York.

Les Haïtiens munis de la carte verte (carte de résidence), aussi bien que l'universalité des résidents permanents des États-Unis séjournant dans l'État de New York, ont la possibilité de devenir citoyens américains sans payer de frais régulièrement liés à cette procédure. Dans le cadre de la deuxième série de l'initiative du gouverneur Andrew Cuomo de New York lancée sous l'appellation « NaturalizeNY », cette opportunité est offerte à tous ceux qui remplissent les conditions et qui prennent la chance de s'inscrire. Au cas où ceux intéressés

Suite en page 8

AU BRÉSIL LA ROUE DE LA JUSTICE CONTINUE DE ROULER

Le président Michel Temer formellement inculpé

Désormais, il est sous la même menace que le président haïtien Jovenel Moïse

Suite de la page 1

exécutif brésilien se trouve, désormais, logé à la même enseigne que son collègue haïtien. Ce dernier avait prêté serment, au début de l'année, alors qu'il était sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent.

En effet, le procureur général du Brésil, Rodrigo Janot, a saisi, hier, le Tribunal suprême fédéral (TSF) d'une demande de mise en accusation formelle contre le président Michel Temer pour « *corruption passive* ». Selon les experts en droit brésilien, cette procédure inédite pourrait le forcer à quitter le pouvoir.



L'ex-président du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva.

Au Brésil, pour que le président soit inculpé et traduit devant le Tribunal suprême fédéral (TSF), qui a rendu publique la demande du procureur Janot, la mise en accusation doit être entérinée par les deux tiers de la Chambre basse. Dans un tel cas, Michel Temer serait écarté de ses



Le juge Luiz Edson Fachin.

fonctions pour une période pouvant s'étendre à 180 jours, en attendant que la justice décide de son sort.

Dans l'acte d'accusation soumis au TSF, le procureur général dénonce M. Temer de s'être « *prévalu de sa condition de chef d'Etat* » pour recevoir environ USD 150 000 \$ (500 000 Réais) de pots-de-vin versés par le magnat de l'agro-alimentaire, Joesley Batista. Ce dernier a fait des aveux spectaculaires aux autorités judiciaires brésiennes, présentant une bande sonore enregistrée à l'insu du président. Dans cette conversation, ce dernier semble cautionner le silence d'un puissant homme politique, actuellement en prison, sur le versement de pots-de-vin en échange de faveurs politiques.

D'autre part, l'enquête dont fait l'objet Michel Temer porte

également sur des accusations d'entrave à la justice et d'association de malfaiteurs. La communication officielle diffusée à ce sujet précise que le procureur général doit se prononcer prochainement sur ces derniers chefs d'accusation, qui pourraient enfoncer davantage les clous dans le cercueil de M. Temer.

Si l'actuel président du Brésil était obligé de quitter le pouvoir, se serait le deuxième changement brutal survenu à la tête de l'Etat dans l'espace d'un an. Son prédécesseur, Dilma Rousseff, dont celui-ci était élu vice-président avec elle sur la liste, aux dernières présidentielles, s'était vu écarté du pouvoir, sous l'accusation de maquillage des comptes publics.

À la tête de « la plus dangereuse organisation criminelle du pays »

Depuis le mois de mai, quand Joesley Batista avait dénoncé le président Temer aux autorités judiciaires fédérales, la tourmente dans laquelle sombre le chef de l'Etat brésilien ne cesse de se compliquer. Revenu d'un séjour à l'étranger pour se mettre à l'abri des menaces contre sa famille, M. Batista est retourné à la charge contre le numéro 1 du Brésil, accusant M. Temer d'être à la tête de « *la plus dangereuse organisation criminelle du pays* ». C'est la déclaration qu'a faite le patron du JBS à l'hebdomadaire *Epoca*, publiée dans l'édition du samedi 17 juin 2017.

De l'avis des observateurs juridiques, les révélations de Joesley Batista sont de nature à

entraîner la chute du président Temer. On en veut pour preuve la décision de la Cour suprême d'accorder le feu vert à l'ouverture d'une enquête sur lui pour corruption passive et entrave à la justice, décision qu'on affirme inspirée des dénonciations spectaculaires du patron du JBS.

Les dernières dénonciations de Batista affirmant que Michel Temer est « *la plus grande et plus dangereuse organisation criminelle du pays, commandée par le président* » valent leur pesant d'or, dans le cadre de l'enquête en cours contre le chef de l'Exécutif brésilien. Les observateurs estiment que les récents propos de Joesley Batista contre M. Temer auront achevé de consacrer la mort politique du président brésilien. Déclarant ce dernier le chef de « *la plus grande et*

la plus dangereuse organisation criminelle du pays », Batista continue en déclarant : « *Ceux qui ne sont pas en prison sont aujourd'hui au palais présidentiel du Planalto. Ces gens sont très dangereux. Je n'ai jamais eu le courage de les affronter* ».



L'ex-présidente du Brésil Dilma Rousseff.

Aux dires de Joesley Batista à *Epoca*, le président Temer le considèrerait comme une mine d'or. Aussi a-t-il dit encore du président Temer à ce même organe de presse : « *Dès que j'ai connu Temer, il a commencé à me demander de l'argent pour financer ses campagnes. Il n'a pas beaucoup de pudeur quand il s'agit de parler d'argent* ». Batista prétend que Michel Temer « *(.) me voyait comme un chef d'entreprise qui pourrait financer ses campagnes et organiser des combines qui donneraient lieu à des pots-de-vin* ».

Réagissant aux déclarations de Joesley Batista, un communiqué de la présidence les a qualifiées de « *tissu de mensonges* ». Et le communiqué présidentiel d'ajouter : « *Joesley Batista est le bandit notoire qui a obtenu le plus de succès de l'histoire du Brésil* ».

Ces propos sont les premiers qu'il a tenus à la presse depuis que Joesley Batista a noué un accord avec les autorités fédérales au terme duquel il bénéficierait, en contrepartie, de remises de peine.

Cité dans plusieurs volets de l'opération intitulée « *Lavage-express* », l'enquête tentaculaire, qui expose le méga scandale de corruption chamboulant l'univers politique brésilien, Joesley Batista s'était décidé à collaborer avec les autorités, au fur et à mesure que la vis se resserrait autour de lui. La pertinence de ses révélations ont grandement impressionné le procureur général Janot et ses alliés, au point que celui-ci a été l'objet de traitement spécial par le système judiciaire. Les dénonciations portées sur des dizaines de dollars de pots-de-vin versés par Batista aux partis politiques brésiliens, toutes idéologies confondues, font jubiler le procureur fédéral qui ont du pain sur la planche pendant longtemps encore.

Au moins le tiers des dirigeants politiques concernés

Pour se faire une idée de l'ampleur de la corruption au Brésil, il

suffit de savoir que l'enquête en cours vise environ le tiers des dirigeants politiques du pays. Au moins huit ministres, 42 députés et 29 sénateurs sont dans les lunettes du Tribunal suprême fédéral (TSF). Depuis, le président Temer a été ajouté à la liste

tous les pays de l'hémisphère, et même aux Etats-Unis, particulièrement au Texas. A deux, ces deux méga sociétés détenaient le monopole de la distribution de pots-de-vin. L'enquête ouverte en 2014 s'appuie sur le témoignage de 77 anciens cadres d'Odebrecht ayant noué des accords avec les autorités fédérales contre futures remises de peine.

Au fur et à mesure qu'avance l'enquête, connue sous le vocable « *Lavage-Rapide* », les agents fédéraux commencent à découvrir l'étendue de l'affaire. Odebrecht était en principe le moteur d'une usine de pots-de-vin, d'aucuns diraient un système de versements de pots-de-vin. En contrepartie, de juteuses commissions étaient versées pour alimenter les caisses noires des partis politiques et d'élus influents.

L'audition des acteurs, convertis en témoins, ont permis aux enquêteurs de découvrir un vrai réseau de criminels au col blanc occupant les plus hautes fonctions du pays. Les délits les plus récurrents dans ces dossiers sont : corruption passive et active, délinquance financière, blanchiment d'argent et association de malfaiteurs.

L'exécutif et le Parlement au banc des accusés

L'enquête « *Lavage-Rapide* » risque de renvoyer l'exécutif et le Parlement au banc des accusés, au point d'établir que la corruption a gangrené tout le corps politique du pays. C'est pourquoi, après plusieurs mois d'enquête, les agents fédéraux ont découvert qu'environ le tiers des membres du gouvernement se retrouvent

jusqu'à ce qu'il soit, aujourd'hui, inculpé à son tour.

En effet, la méga enquête est menée sous la direction du juge Luiz Edson Fachin et concerne à peu près 108 personnes, dans un premier temps, soupçonnées d'être partie prenante du plus grand scandale de corruption de l'histoire brésilienne, à savoir l'affaire Petrobras, qui s'est développé rapidement pour englober le volet JBS de Joesley Batista.

En effet, selon les enquêteurs fédéraux, durant les années 2000, quand Luiz Inacio Lula da Silva était président (2003-2010), la compagnie pétrolière d'Etat a octroyé des contrats surfacturés aux entreprises du BTP, celles-ci s'étant fédérées en cartel pour se



Le procureur du Brésil Rodrigo Janot.

partager le marché.

Ces contrats majorés de 1 à 5 % favorisaient la distribution de pots-de-vin en veux-tu en voilà, et qui servaient au financement des partis politiques du centre-gauche, liés au président Lula, alors au pouvoir. Les individus concernés, signalent encore les enquêteurs, auraient, par le biais de ces contrats ainsi traités détourné plus de USD 2 milliards de Petrobras.

Le double scandale Petrobras-Odebrecht

Sur l'affaire Petrobras est venu se greffer le scandale du groupe Odebrecht, autre firme de construction brésilienne géante qui a ses tentacules quasiment dans

sur une liste de personnes visées. Parmi celles-ci se trouvent des ministres, comme Eliseu Padilha, chef de la Maison civile avec rang de quasi-Premier ministre dans le système politique brésilien. De même que Aloysio Nunes, ministre des Affaires étrangères, qui a été nommé au mois de mars 2016. Ou Blairo Maggi, ministre de l'Agriculture, qui avait trempé dans un scandale de viande avariée qui avait secoué le Brésil l'année dernière.

Le Congrès brésilien est aussi mis à mal par cette enquête. Les présidents des deux Chambres figurent sur une liste, ainsi que 29 des 81 sénateurs; et 40 des 513 députés. Dans les milieux pro-

Suite en page 9

Guy Philippe condamné à 9 ans

BIENTÔT LES RETOMBÉES DE SA COOPÉRATION

Grande inquiétude au sein de ses anciens collaborateurs

itiques pouvaient faire reculer les accusateurs de Philippe et les forcer à « lâcher prise ». Mais les choses ont pris une allure différente avec l'arrivée de Me Allen Ross, un avocat de Miami ayant une riche expérience dans la défense des trafiquants de drogue. Ce dernier était engagé pour doubler l'avocate Zeljka Bozanik, qui s'était chargée de la défense après la seconde équipe d'avocats.

Avec Me Ross à bord, il semble que Guy Philippe ait trouvé un nouveau discours. Puisque l'agressivité caractéristique de son attitude avant avait fait place à la sérénité; et ses « amis » avaient cessé de parler d'organiser des manifestations. C'était après avoir fait appel à Allen Ross qui avaient commencé les négociations avec les procureurs fédéraux, qui devaient conduire à un arrangement entre l'accusation et la défense visant à réduire les charges. Sur ces entre-faits, l'accusé avait décidé de plaider coupable de blanchiment des avoirs provenant de la vente de cocaïne. En revanche, les procureurs fédéraux avaient résolu de laisser tomber les autres accusations.

Dans le cadre de cet accord, Philippe s'est délié de toutes responsabilités envers ses amis et tous ceux avec qui il participait à des activités illicites. Grâce à ses révélations, les agents de la Drug Enforcement Administration, les représentants du Federal Bureau of Investigation (FBI) et ceux du Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives (ATF) sont en mesure de compléter des dossiers longtemps en instruction, mais qui ne pouvaient être bouclés, faute d'informations fiables sur des acteurs vaguement identifiés ou connus seulement via des tiers qui ne voulaient rien contribuer à rendre les dossiers « soutenables » devant un juge.

En clair, donc, après avoir fourni aux agences fédérales un trésor d'informations sur la pègre en Haïti, il est aisé de comprendre pourquoi la peine de Guy Philippe a été ainsi allégée, donnant l'impression qu'il bénéficiera de nouveaux allègements, et qui pourraient éventuellement se solder par une nouvelle remise de sa peine.

Qui sont les personnes dénoncées par Guy Philippe ?

Suite au verdict du juge Altonaga, en Haïti comme en diaspora, notamment sur les réseaux sociaux, les salons bourdonnent de rumeurs relatives

aux dénonciations faites par Guy Philippe. Dès lors, toutes les conjectures sont de mise concernant l'identité des individus en question. Certains ont même déjà annoncé la mobilisation des marshals fédéraux envoyés pour solliciter des extraditions. Au fait, des listes dressées à qui mieux-mieux sont échangées sur les médias sociaux. Mais rien ne transpire

de telles valeurs sont placées chez les notaires qui s'érigent en véritables rivaux des institutions bancaires. Mais celles-ci sont utilisées parce qu'elles peuvent, à l'occasion, recourir à des méthodes clandestines pour effectuer des transferts sur des banques étrangères durant les périodes où les gardiens baissent la garde.

Selon ces mêmes sources,

cières. Pour le reste, « on s'en chargera », car il est possible de soudoyer les autorités préposées à la surveillance de ce genre d'activités.

On rapporte que Guy Philippe a donné de précieuses informations concernant des « hangars télécommandés » où sont entreposées les cargaisons de cocaïne, d'héroïne, de marijuana et d'autres substances

ment par les méthodes régulières. Les institutions dont les dirigeants non pas de scrupules trouvent des moyens détournés pour faire aboutir l'argent de leurs clients aux banques correspondantes basées à l'étranger. Il s'agit d'un service exceptionnellement lucratif, les clients étant toujours prêts à y mettre le prix, pourvu que son expédition arrive « à destination sans problème ».

Une autre activité illicite identifiée, dit-on, par Guy Philippe est celle qui facilite la vente d'armes illégales. Les « hangars télécommandés » sont également exploités à cette fin. On affirme que, d'une manière générale, les armes introduites dans le pays arrivent clandestinement par la Douane et en sont extraites grâce à la coopération du personnel de l'institution aidant à faire « disparaître » ces armes illégales.

Dans le cas des armes importées sans qu'elles ne passent par la Douane, elles sont transportées à des sites éloignés immédiatement après leur débarquement à des débarcadères isolés. À l'instar des balles de cocaïne larguées par des avions clandestins, sur des plages éloignées, des véhicules escortés d'hommes lourdement armés sont envoyés les récupérer pour les ramener à la capitale.

On ne peut savoir au juste ce que Guy Philippe a offert aux autorités fédérales. Mais tout laisse croire que celles-ci s'estiment d'ores et déjà satisfaites et qu'il ne leur reste que de passer de la parole aux actes.

L.J.



Guy Philippe et sa femme Natalie, une séparation difficile.

quant à la prochaine action des autorités fédérales.

Bien qu'on ne puisse deviner l'identité des « victimes », on peut, par contre, donner quelques pistes qui permettraient de faire des recoupements, sinon de corroborer certains faits longtemps mis sous formes de « demis vérités ».

En effet, selon des sources proches des procureurs fédéraux, qui se font avarés d'informations, tout en souhaitant garder l'anonymat, les personnes dénoncées par M. Philippe sont de plusieurs catégories. Car, pour avoir évolué dans le monde interlope, il est en mesure d'identifier les différentes activités illicites auxquelles ont participé des catégories variées d'acteurs. En tout cas, on parle d'un important brassage de millions qui s'effectue dans la clandestinité et dont les promoteurs s'efforcent en permanence de tromper la vigilance des institutions chargées d'en assurer la surveillance.

On parle de trafiquants de drogue. Cette catégorie est la plus diversifiée et participe à toute une série d'activités corollaires. Détenteurs de fortes sommes d'argent, qui doivent être mobilisées, tout en assurant leur sécurité, ces personnes font des placements en liquide dans les banques; achètent des véhicules argent comptant (payés en liquide), des propriétés vacantes, constructions inachevées; ou bien

les trafiquants organisent des consortiums d'hommes d'affaires qui aident à défrayer le coût des grosses cargaisons de drogue, dont un exemple parfait peut être le « bateau Acra » ou « bateau sucré ». La stratégie mise en place pour faire aboutir une cargaison pareille à celle que transportait le Manzanaras avait réuni toute une série de compétences, permettant non seulement de dissimuler l'identité des acteurs, mais encore et surtout de dérouter les autorités poli-

illicites. On laisse croire que ces sites sont étroitement surveillés par des agents de sécurité lourdement armés, qui tiennent les personnes non autorisées à distance 24/24. Ceux qui osent s'aventurer à ces lieux le font à leurs risques et périls, car étant susceptible de ne plus retourner à leurs familles.

De l'avis de ces informateurs, les banques qui acceptent des dealers de drogue pour clients ne peuvent disposer de l'argent liquide qu'elles détiennent.



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Prendre du recul pour mieux sauter

Par Rosie Bourget

C'est les vacances, que vous soyez millionnaire, salarié ou retraité. Que vous travaillez à temps complet ou à temps partiel, vous avez droit au minimum à deux semaines de congé par an. Il en est de même pour votre chroniqueuse, elle a besoin de se recréer. Être responsable d'une rubrique n'est pas une fin de soi. Tout stress, toute émotion, toute préoccupation a des répercussions sur le plan physique où il s'inscrit sous forme de tensions. Ces phénomènes vécus de façon durable ou



Rosie Bourget.

répétée ont pour conséquence d'installer un état chronique de tension physique qui, outre la fatigue qui l'accompagne, peut affecter de façon plus spécifique tel ou tel organe ou fonction. Et c'est la porte ouverte à des dysfonctionnements de toutes sortes, pouvant aller du simple « *mal dans sa peau* » à des troubles beaucoup plus importants (douleurs, migraines, hypertension, cholestérol, colites...).

Sur ce, je tiens à vous annoncer qu'il est donc primordial pour moi de prendre du recul, afin de mieux sauter. Vous allez passer quelques semaines sans me lire, mais ce n'est pas grave, car vous êtes dans de bonnes mains. Nous ne sommes pas un robot, notre corps a besoin de repos après des efforts physiques ou, tout simplement, pour récupérer du rythme infernal que nous lui faisons subir. Ce que, par contre, certains ignorent, c'est qu'il en va de même pour notre esprit. A force de cogiter à longueur de journée et d'être sollicité de toutes parts, il se fatigue. Conséquence : nous perdons en lucidité et nos facultés créatrices s'amenuisent.

Bonne vacances d'été à tous et à toutes. Profitez de la période estivale pour vous

détendre. Riez chaque fois que l'occasion se présente. Le rire est, en effet, un des dé-stressants les plus puissants qui existent. Fil de nouvelles et notifications Facebook, Twitter, et autres Instagram, mon œil, tous ces

perturbateurs peuvent attendre. Si vous avez besoin de vous détendre, soyez plus intelligents que vos appareils électroniques et débarrassez-vous-en momentanément. @plus.
r_bourget@yahoo.com



HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

TASTE THE ISLAND

Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.

Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm

Friday 10:00 am - 10:00 pm

Saturday 10:00 am - 10:00 pm

Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BL. UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com



Take Out & Catering
We serve
a
delightful array of dishes for
**Breakfast, Lunch and
Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. &
234th St.) Phone: 718-341-8566

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

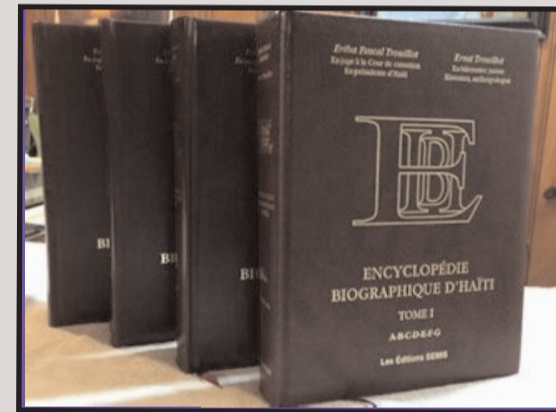
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

AYITI KOMANSE DEMARE TOUT BON Lage m pou m pale pou m di tout sa ki nan kè m Mwen pa kapab kenbe ankò; Apèl patriyotik : Tout majistra dwe kenbe angajman yo

POTOPRENS, Ayiti – Ayiti toujou rete kè peyi nan Karayib la. Sa vle di li gen youn valè estratejik pou peyi Lèzetazini. Li toujou penmèt vizite vin gade bèl mèveyè ki pami pi bèl mèveyè nan lemond antye. Nou kapab sonje ke gen anpil fò ki te egziste nan prèske tout dis (10) depatman nou te vizite yo. Malerezman, nou pi fò nan detui pase nan pran swen sa k la déjà. Se kòm si nou pa konn sa k rele antretyen. Sa parèt lè anpil!

Anvan zansèt nou yo te kite sa pou ale nan peyi san chapo, yo te priye n pou n kenbe tou sa n genyen paske se avèk yo pou n sevi, se yo ki ka byen vin fè fòtin nou. Si nou te mete ann aplikasyon tout modòd yo te pase nou, si nou t aprann viv ansanm san bay kout kouto nan do, nou te ka vrèman vin youn nan gwo pisans nan lemond. Pa t ap gen rezon pou anpil nan frè ak sè n yo al jwenn lanmò sou lanmè pandan y ap fè vwal pou al nan peyi etranje osnon nan tout lòt vye kondisyon.

Lè a rive pou n fè youn chwà. Se swa nou vin pwodui pou pwodiksyon nasyonal nou vin djanm osnonon nou peri tout bon. Antan ke pèp ki pran lendepandans li depi de san trèz (213) lane, kondisyon n ap viv jodi a pa bèl menm. Gen bon jan solisyon pou pwoblèm nou si nou deside fè sa nou dwe fè pou pwòp byenèt nou. Sèl solisyon se pou n fòme youn chèn solidarite ant nou menm, pandan n ap respekte tout lwa ak règ jwèt yo.

Ditan lakoloni, peyi a te gen gwo plantasyon ki t ap founi anpil pwodui. Men apre lendepandans travay la pa t kontinye pou penmèt youn devlopman dirab ki te ka mennen nou kote dlo a koule pi fre. Nou neglije tou sa ki t ap bon pou nou. Olye nou te travay, nou te lage kò n nan tou sa k pa bon pou nou, epi peyi a vin pèdi tout

bon kalite l. La tou, tout pwodiksyon sispann. Sitiyasyon an mande pou n retounen nan sous nou, nan agrikilti. Se pa youn kesyon de ki pati ki pwopoze sa, se youn ijans, prese-prese pou n pwodui sa nou bezwen lakay menm. Ann tounen nan sous nou.

Nou ka konstate ke nou genyen youn peyi sal, chaje ak tout klas malpwòpte ki sot lòt kote. Anpil nan frè ak sè n yo pwofite okazyon feblès otorite yo pou rantrè avèk youn bann fatra pou vin ogmante sou sa n déjà genyen yo. Peyi a pa kapab ap prezante imaj tèrib sa a, ki reyèlman pa gen plas li la a. Sa pa ka fè n plezi. M pa kwè okenn nan nou, ki konn bon bagay, ta renmen viv nan lakras, salte epi youn bann tchanpyan. Nou ta renmen gen youn peyi pwòp k ap ofri vizite bon jan lospitalite, dekwa pou yo ta renmen rete. Se pou n ba yo gou pou yo ka retounen vin depanse jan sa dwa. Avèk tout tèt chaje nou tande yo epi youn peyi byen sal, pa gen mwayen pou n rive atire investisè ak touris. Se nan sans sa a n ap mande pou tout majistra yo pran men yo e reponn a bezwen popilasyon an pou nou ka gen bon jan amelyorasyon nan peyi a de tout fason e de tout manyè.

An palan de sa, pelerinaj la ap kontinye. Se konsa n ap rankontre ak kèk sitwayèn ki renmen bay opinyon yo sou kesyon yo. Senmenn sa a n ap fè youn kout pye nan Pòtoprens avan n retounen Nouyòk. Nou konnen w ap tann nou nan « Big Apple » la tankou tè sèk k ap tann lapli. Men nou konnen tou kijan w renmen kolòn nan. Se pou sa nou pote youn ti ki-chòy pou nou vye zanmi m yo.

Solanj : Jodi a mwen pati pou m di tou sa ki nan kè m paske peyi m nan, Ayiti, ap fin pèdi valè l. E sanble Leta bay legen ! Se nou menm ki pou pran responsablite n

kòm youn angajman pou n ede peyi a. Eske vrèman nou ka di nou gen youn peyi jan m wè bagay yo ? Mezanmi, peyi a malad avèk twòp salte ki blayi toupatou.

Mona : Mwen dakò avè w paske peyi a sal tout bon ! Si se te dezou- twa kote sèlman, nou t a ka di nou pral eseye bay salte a de kalòt marasa pou l wete kò l. Men se nan tout peyi a nou wè menm tennad la. Se kòm si pa gen mounn k ap voye je pou wè sa ka p pase a.

Iramiz : Pwoblèm salte nan peyi a se youn gwo tèt chaje, sa ban n tèt fè mal an pèmanans. Sitiyasyon an menm ban n kè sote, pou n pa di kè kase. Bagay yo gravman grav ! Bagay yo tèlman grav, mwen pa ta sezi tande ke Ayiti pral sèvi kòm youn depotwa, sètadi depo fatra osnon pou bèl kòm yo di nan lang franse a, pou tout rejyon Karayib la.

Joslin : Kisa w di, Iramiz ? Depo fatra menm ? Mwen pa kwè n ap kite malè sa a rive n. Mwen konte sou nou tout, Mona, Solanj, ou menm Iramiz ak tout lòt mounn ki konsènen pou malè pandye sa a pa rive n. Mwen pa ka kwè youn bagay konsa, paske nou vote majistra pou rezoud tout pwoblèm sa yo.

Solanj : Adye, sè m ! Nou pa fouti met espwa n sou politisyen ! Nan peryòd kanpay elektorale, lè y ap chache vòt, yo fè tout klas pwomès. Men kou yo bon, yo bliye tout pwomès yo te fè.

Mona : A, non, nou pa fouti kite bagay sa a pase konsa. Apre pèp la te sot nan gwo chalè solèy, anba lapli pou y al vote pou kandida ki te pi kalifye a, ou kwè jodi a yo ta rive pran youn lòt direksyon. Nou pral pale ak yo tout, san bliye youn, paske nou pa sot pou n pèdi vòt nou an.

Solanj : M avè w san pou san, paske n ap viv reyalite a avèk tout vye konsekans yo. Mwen kwè gen mwayen pou n rive fè tou sa k bon pou n wete peyi an nan salte li twouve l la. Nou konprann ke bagay yo pa t vrèman nan plas yo akòz gouvènman tranzisyon an ki te fèmen je l pou te penmèt anpil akolit li yo fè magouy yo. Nou gen pou n site anpil non nèg ki vin milyonnè pandan youn sèl lane gouvènman pwovizwa a. Se te youn veritab gagòt nan tout peyi a.

Iramiz : Nou pa bezwen ret nan plenyen, paske sa p ap regle anyen pou nou. Se pou n pase alaksyon pou n kesyonnen majistra yo. Se dwa nou dapre Konstitisyon 1987 la ki ban nou dwa pou n poze kesyon ki gen rapò ak peyi nou.

Joslin : Se sa menm, nou gen youn dwa sakre pou n kesyonnen e jwenn bon jan enfòmasyon jan sa dwa. Se lonnètete nou bezwen, jan prezidan an di li vle pou sa jèmen nan peyi a. Depi nan kanpay li, diran 22 mwa, li pa t pè reponn kesyon. Li te gen bon repons, byen balanse, toujou ap chache youn chemen antant. Gen plis pase youn santèn majistra ki kale nan prèske tout komin yo. Nou kwè yo gen youn misyon pou rezoud pwoblèm peyi a. Nou pa nan kesyon pati politik. Men nou anfas reyalite a, youn peyi ki pèdi figi l tèlman li chaje fatra. Fòk pwoblèm fatra sa a jwenn youn solisyon prese-prese, paske lè majistra yo te an kanpay yo te byen konnen baka sa a t ap tann yo san mank.

Sa k ap pase konsa a nan peyi nou an ?

Silòt : Mwen byen kontan mwen vin patisipe nan ti dyalòg sa a. Gade jan nou mechan, nou pa t

menm envite m ! Fòk nou konnen ke solidarite a se youn bon bagay pou penmèt devlopman peyi a wi.

Mona : Silòt, sè nou, manman cheri, se pa fòt nou. Wa konprann nou, paske se te youn rankont brid sou kou ak mesye sa yo ki entere de peyi a e ki bezwen kèk opinyon sou zafè fatra a ki depann de tout majistra yo. Okontrè, nou byen kontan w vini, ou ka patisipe tou. Nou pa nan fè okenn meskinri, paske nou tout se youn sèl kòt fanmi an ki dwe travay ansanm.

Solanj : Pwoblèm fatra a se youn fenomèn ki mande pou n panche sou li anvan twò ta bare n. Kesyon fatra sa a vin tounen youn bagay politik pou kraze sila yo k ap fòse fè tou sa yo konnen pou sove peyi a. Mwen kwè, si n fèmen je sou sa, se nou k ap koupab. Nou tout konnen ke fatra a okipe youn plas devan je n nan sosyete a. Se pou n kesyonnen majistra yo pou n konnen ki plan yo genyen pou debarase peyi a de tout malpwòpte sa yo ki santi e k ap pot maladi. Aryennafè, fòk mesye-dam majistra yo pran angajman yo oserye. Fòk yo ateri !

Silòt : Mezanmi, sa fè m mal anpil pou m wè kijan se peyi pa nou an nan Karayib la ki sal e chaje fatra konsa ! N ap mande si se youn pakèt majistra chalatan ki okipe pozisyon lakomin yo ki refize fè travay yo pou netwaye tout vil yo. Anvan n al pi lwen, nou dwe defini wòl majistra yo defason pou tout mounn ki reyèlman te nan dout ka viv reyalite a.

Iramiz : Ok. M ap pran devan, paske m gen youn ti konnesans sou enstitisyon sa a ki definitivman pa regle anyen nan peyi a. Mesye-dam yo konn sa, e se poutèt sa yo vin okipe pozisyon majistra a pou yo ka bay bon jan rannman pou ede peyi a.

Mona : Ay, machè ! Mwen pa dakò avè w. Mesye-dam yo founi anpil bagay nan peyi a, m pa ka di yo bèl. Men yo founi pil fatra ki tounen bouke flè pou mounn gade. Yo merite diplòm nan fè makakri.

Iramiz : Ou pa bezwen diplome yo, paske se pa fòt yo. Nou gen youn Konstitisyon ki depi lekòmansman pa defini kalite ak konpetans youn sitwayèn k ap vin okipe pozisyon majistra. Youn pakèt ladan yo te vin ak youn mesaj konvenkan pou pèp la. Donk, sa vle di yo gen dwa majistra nenpòt ki fason. Mwen konprann pa gen lekòl pou fonksyon sa yo. Men lejislète yo, sètadi mounn ki rele tèt yo « konstitiyon » yo, te dwe prevwa makakri sa yo, youn bann kandida san nosyon de baz. Nou pa ka di m pa gen youn pakèt enkonpetan nan tout bwat yo. Se enkonpetans nan fonksyon administrativ yo ki mete nou nan ka sa a, youn K majiskil menm.

Solanj : Ou fè tout, sè m ! Pa gen mounn avèg pami nou. Bagay yo grav pase aksan grav. Si n befize talè nou va wè se youn bann inyoran k ap nan youn pakèt pozisyon kle, paske mounn konpetan yo rete lwen kòm si yo pa vle enfekte. Fòk yo konnen ke yo gen youn devwa patriyotik tou.

Iramiz : Se sa l ye menm. Nou bezwen òganize n pou n kapab mete enstitisyon yo djanm. Youn majistra pa ka youn mounn konsa konsa, san konnesans. Apre tou, se ekzekitif li ye nan komin nan, travay li se mete ann egzekisyon desizyon konsèy minisipal la. Konsèy sa a fèt pou siveye e kontwòle travay majistra a kòm lejislète yo fè pou prezidan an. Se majistra a ki reprezante komin nan devan lajistis, ki kontwòle mache

yo, siyen kontra, prepare bidjè, responsab tè Leta nan komin nan, ki fè ranmase fatra chak jou pou kenbe vil la pwòp tout tan. N ap suiv bagay yo de prè. Jan bagay yo ap fèt nan plizyè vil y ap fè Prezidan Moyiz ak Premye Minis Lafontan epi tout rès gouvènman an parèt lè akòz vye politik fatra k ap fèt anndan peyi a. Sa mesye-dam majistra yo pa konprann, se chen y ap lage deyè touris yo ki ta ka vin vizite e envesti anndan lakay tankou nan lèz ane 40 ak 50 yo. Manman m te fè m konnen te gen chalan deyè mounn k ap mache pye atè, alevya pou yo ta jete fatra nan lari. Fòk n aprann kenbe bon bagay. Nou pa dwe viv nan salte. Fòk nou fè jefò pou n òganize n.

Silòt : Sa w di a plis ke vrè. Men nou konnen tou, nan peyi nou gen mounn ki toujou kwè se yo ki gran konnesè. Se pa yo ki pral chache mounn ki pi konnen pase yo pou ta ba yo youn ti limyè sou kesyon yo, pou ta manyè klere je yo epi ede yo fè travay la pi byen. Se sa k fè

gen sa yo rele konsiltan, sètadi mounn ki prepare espesyalman pou klas travay sa yo. Pa manke yo deyò a. Menm nan gwo peyi, yo konte anpil sou konsiltan sa yo, mounn de valè. Vrèman, nou gen gwo pwoblèm lè nou pa aksepte nou pa konnen e fòk nou pran konsèy nan men sa k pi konnen yo. Vrèman, fòk nou ranmase karakterè n de tout manyè. Pa egzanzp, majistra Pòtoprens lan, Youri Chevri, nèg rastaman, ta sipoze sèvi kòm modèl pou tout lòt majistra yo. Apre tou, se majistra kapital la li ye ! Men tèlman gen fatra nan Pòtoprens, se ak pil fatra mounn bay endikasyon kibò yo rete. Lòt jou men sa m tande youn dam t ap di youn zanmi l ki sot nan dyaspora a : « Lè w ap vin lakay la, nan lari a w ap jwenn youn premye pil fatra, epi youn dezyèm, men kay ki deyè twazyèm pi gwo pil la se kay la. » Wi, mezanmi, men nan kisa nou pran, fatra vin tounen youn pichon salòp ki jèmen nan prèske tout peyi a. Pwòpte kapital la se youn kesyon kapital, paske nou gen anpil etranje ki vin lakay nou. Gade kijan se lakay nou mesye-dam Nasyon Zini yo sot fè youn gwo wounble senmenn pase a ! Pitye, souple, pou Ayiti, manman nou ki parèt lè fò pa plis !

Mona : Mwen dakò avè w, Silòt. Se poutèt sa mwen pral mande tout lòt majistra yo fè tou sa yo kapab pou anbeli peyi a nan ramase fatra. Nou pa ka kite fatra vin sèvi bèl-antrè pou peyi a. Alò, Majistra Nis Simon nan Taba, moman an rive pou bagay yo fèt. Nou konnen ou pral mete ak tout lòt kolèg ou yo pou penmèt Ayiti reprann figi l. Jan Jozèf nan Gresnye, Jan I. Frederik nan Site Solèy, Wilsonn Jedi nan Dèma, se pou n pale ak majistra kapital la pou nou fè l konprann se li menm ki pou fè ladiferans, trase egzanzp lan, e sèvi kòm modèl. Se pou l travay ak lajan pèp la pou l montre ke gen mounn konsyan toujou nan peyi a. Nou pa di sa pou fwase pèsonn, men fòk nou di verite a jan l ye. N ap bat youn ti bravo pou Majistra Jedi epi n ap mande l kontinye travay li. Prezidan Jovnèl te felisite l pandan li t ap mande pou lòt majistra yo suiv egzanzp li nan jan li fè travay li. Jid Edwa Pyè nan Kafou, ki se prezidan Lasosyasyon Majistra yo, fòk ou leve pye w, gason. Estime Nadal nan Kenskof, Jan Balagèl Bèto nan Kòniyon, Enso Lwis nan Ansagalè, Jan Dominik nan

Ale nan paj 14

Artistes recherchés



Now is time to organize
Get serious about the business of
dancing and acting.

Pour l'expansion de notre culture aux États-Unis, nous recherchons des artistes des deux sexes. Nous avons deux maisons respectivement à Queens, New York et à Tempa, Floride. Si vous désirez devenir une étoile brillante et une vedette charmante, inscrivez-vous dès aujourd'hui pour les cours de danse folklorique, le théâtre et la chorale. Que vous soyez amateur ou professionnel, il y a de la place pour vous. Pour vous divertir encore, chaque dernier Vendredi du mois, le Club Xaragwa, une extension d'Anakawona vous attend et vous réserve quel que chose de surprenant à partir de 20 heures.

Anakawona Association, Inc. / Club Xaragwa
2935 Beach Channel Drive, Far Rockaway NY 11691

Tel.: 718-327-7454 813-416-2558

Demandez pour Ti Toutou, Judith
Lamardieu et Jacques Dorcé

ARTS & SPECTACLES

Suite de la page 16

sager une session d'audition de l'album tout en se gardant de jouer les chansons dans leur totalité. Dans le langage vernaculaire haïtien cette idée se traduit par « bay goule pou moun ka ashte ». Personne ne veut acheter « chat nan makout ». C'était peut-être l'intention de Zenglen, mais le sac s'était révélé sans fond, yon djakout san fon. Le produit a été, encore une fois, gaspillé.

Un consommateur éduqué et instruit n'achète jamais un produit sans avoir des précisions sur sa teneur et sa qualité. Si le Zenglen avait appliqué les principes de marketing qu'il avait reçu d'un ami de New York, le poids serait moins lourd pour lui à porter aujourd'hui, et la croix aurait des roulettes. Une telle approche permettrait aux invités de juger de la qualité de l'album en les laissant sur leur soif. Ce qui pourrait les inciter à l'acheter. C'est là du marketing pour débutants. Cette façon de procéder mettrait aussi les contre-façonneurs/pirates/bootleggers hors d'état de nuire, surtout si l'on augmente le volume de la production et réduit le prix de vente du produit.

Le Zenglen n'a rien gagné de cette soi-disant forme de promotion. Bien au contraire, elle lui a causé du tort, au point de se faire ridiculiser par d'autres compétiteurs et même certains de ses fans qui doutent encore de la remontée de leur groupe favori. L'histoire permet de comparer le groupe Zenglen au roseau qui plie et ne rompt pas. Mais, cette formation musicale ne doit pas se reposer trop sur une telle analogie, car il y a des vents qui peuvent tout chambarder un beau jour. Zenglen aura

besoin de garde-fous pour continuer son chemin sans crainte.

Un fait est certain. La vente de CD haïtiens ne rapporte plus grand chose aux créateurs, compositeurs et arrangeurs de musique, donc aux artistes. Cependant, une bonne œuvre aide à confirmer leur existence sur le marché du disque. Il existe d'autres moyens de sortir de l'océan qui emporte l'espoir loin des rivages de la réalité qu'on vit aujourd'hui. Encore une fois, les responsables du groupe Zenglen doivent se rappeler que la promotion et le marketing sont au succès ce que le souffle est à la vie (J.R. Noël). Il faut que le Zenglen apprenne à séparer le bon grain de l'ivraie. Tout est possible, mais quand on se perd dans un rêve diurne indéfini, on réduit sa chance de réussite, puisqu'on s'endort éperdument. Mais il semble que le Zenglen se réveille.

Après 28 ans d'existence, le groupe Zenglen devrait avoir une stabilité pouvant garantir sa survie, sans rupture ou conflit interne. Il suffit d'avoir une foi inébranlable et de montrer une assiduité au travail pour réussir dans ses entreprises. C'est la règle du jeu. Zenglen peut gagner le pari, si tous les dispositifs sont en place, jwe pou ou genyen. Grâce à la résilience qui le caractérise, ce groupe musical pourra remonter la pente et se replacer solidement sur l'échiquier musical. Cela ne sera possible, si et seulement s'il assure une bonne promotion et un marketing sans faille. Car la bonne qualité d'un CD ne suffit pas pour garantir le succès sans les deux paramètres de l'équation du succès : la promotion et le marketing. Souhons bonne chance et du succès au Zenglen robertnoel22@yahoo.com



• PUBLIC CHARTER SCHOOLS, GRATIS,
• ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

BROOKLYN DREAMS CHARTER SCHOOL
259 Parkville Avenue
Brooklyn, NY 11230
(718) 859-8400
BrooklynDreamsCharterSchool.org

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

BROOKLYN EXCELSIOR CHARTER SCHOOL
856 Quincy Street
Brooklyn, NY 11221
(718) 248-5881
BrooklynExcelsiorCharterSchool.org

●●●● **APLIKE JODI A!**

BROOKLYN SCHOLARS CHARTER SCHOOL
2635 Linden Boulevard
Brooklyn, NY 11208
(718) 348-9360
BrooklynScholarsCharterSchool.org

ENSKRIPSYON AP FINI 1^{ye} AVRIL 2017

1 bdrm & studio apts for Rent
Located in Upper Darby, PA 19082
Utilities included (not electric)

Call: 610-352-5975 1ve msg or
610-342-5914

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor



Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hemie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

◆ MÉDECINE CHIRURGIE ◆

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you



We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.



We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO

To schedule a home visit

Call us at 347-952-4417

Or visit us at

www.doctoronthe.go.com

Queens Village Primary medical Care

92-04 Springfield Blvd

Queens Village, NY

Phone: 718-465-3040 Fax: 718-464-9063

Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG

American Board of Internal Medicine

Certification in Geriatrics

GRÂCE À UN SYSTÈME DE LOTERIE MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEUR CUOMO Des New-Yorkais munis de la carte verte pourraient devenir citoyens américains

Suite de la page 1

aient la chance de se retrouver parmi les 1 500 bénéficiaires de ce projet, qui seront désignés par une loterie, ils bénéficieraient de tous les avantages offerts par ce programme du gouverneur de New York, notamment les frais d'inscription du processus de naturalisation.

En effet, dans un article, publié en anglais, dans l'édition du 21-28 juin 2017 d'*Haïti-Observateur*, Rossana Rosado, secrétaire de l'état de New York, a fait un exposé complet de ce programme expliquant de long en large les modalités et invitant les intéressés à y participer.

Mme Rosada a introduit le sujet en disant : « Les New-Yorkais ont une nouvelle occasion de transformer leurs rêves en réalité, pour devenir des citoyens américains, grâce à l'annonce faite par le gouverneur Andrew M. Cuomo relative au deuxième cycle de Naturalize NY. Ce programme de loterie, qui a été lancé l'année dernière, offre la possibilité de faire la demande de naturalisations sans aucun frais, tout en recevant l'assistance nécessaire pour remplir les formulaires de

demande et les services liés à la préparation du test requis pour devenir citoyen américain ».

La secrétaire d'État de New York a précisé que la deuxième série de « NaturalizeNY » ouvre la voie à la citoyenneté à 1 500 résidents permanents légaux aux USA qui satisfont les exigences fédérales en ce qui a trait à l'obtention de la citoyenneté. Ce statut leur permet d'obtenir un bon de 737 \$, le coût des frais d'inscription.

La secrétaire d'État de New York a encore indiqué que « NaturalizeNY » constitue l'unique programme national, aux États-Unis, à accorder « cette assistance cruciale aux New-Yorkers éligibles à tous les niveaux du processus d'obtention de la citoyenneté ».

Ce haut fonctionnaire de l'état de New York explique que « NaturalizeNY » est une initiative de l'état de New York, en collaboration avec Robin Hood et le New York Community Trust qui investissent plus de 1,2 millions \$ afin d'assister les immigrants se trouvant dans une situation économique précaire confronté au coût lié à la demande de naturalisation.

La liste des gagnants de cette loterie sera annoncée au

mois d'août de cette année; et le paiement des frais en question sera effectué directement au gouvernement fédéral.

Selon le même article signé par la secrétaire d'État Rosada,



New York Secretary of State
Rossana Rosado

en 2016, quand le programme a été annoncé, plus de 3 200 personnes avaient reçu l'aide de l'Office for New Americans (Office des nouveaux Américains). Au total 389 d'entre eux reçoivent des bons pour aider à couvrir le coût des frais pour l'obtention de la citoyenneté. Alors que 264 individus soumièrent leurs demandes au gouvernement américain.

La secrétaire d'État de New York attribue ce succès du programme à la riche tradition en matière d'immigration présente dans l'état de New York. Elle devait souligner encore que « notre état est le lieu d'opportunité pour ceux qui viennent faire partie de notre famille, font accroître notre économie, en sus d'enrichir notre vie culturelle ».

Rendant hommage au gouvernement de New York, dans son texte, Rossana Rosado souligne ceci : « Notre gouverneur est conscient du fait que l'état de New York prospère grâce à la diversité de sa population. Aussi a-t-il souligné que par ces temps tumultueux, eu égard à l'immigration, New York ne relâchera pas dans la lutte visant à l'assistance et à la défense des nouveaux Américains qui ont fait de notre état leur demeure, en quête de nouvelles opportunités pour eux-mêmes ainsi que pour leurs familles ».

La secrétaire d'État de New York invite à l'action tous ceux qui désirent participer à ce programme. Pour s'y prendre, elle leur demande de composer le numéro 800.566.7636, ou bien de contacter un des 27 centres d'opportunité de l'Office des

nouveaux Américains. Les intéressés peuvent s'inscrire directement pour la loterie en visitant le site : www.NaturalizeNY.org.

Une organisation récemment créée par le gouverneur Andrew Cuomo, l'Office des nouveaux Américains se donne pour mission de promouvoir l'intégration totale des immigrants dans la société d'accueil. Intervenant au nom du chef exécutif de l'état, Mme Rosado a précisé : « Nous continuerons à œuvrer pour atteindre notre objectif faisant de nous un état fier de supporter qui nous donnent aux immigrants qui font choix de New York pour lieu de résidence, où ils décident de créer une famille tout en contribuant à la richesse de la communauté ».

Qu'il soit dit, en passant, l'état de New York, avec le gouverneur Andrew Cuomo, et la municipalité de New York, sous l'administration, sous l'administration du maire Bill De Blasio, mène une politique dynamique par rapport aux immigrants; aussi un état et une municipalité adaptés à souhait aux besoins de citoyens nés en terre étrangère qui en font leur demeure.

AU BRÉSIL LA ROUE DE LA JUSTICE CONTINUE DE ROULER Le président Michel Temer formellement inculpé

Désormais, il est sous la même menace que le président haïtien Jovenel Moïse

Suite de la page 2

ches du procureur général, on affirme que les trois derniers présidents de la République étaient également ciblés. Il s'agit de Luis Inacio Lula da Silva (2003-2010). Icône de la gauche brésilienne et jouissant

ment déstabiliser considérablement son pouvoir. Depuis l'avènement de Michel Temer, l'année dernière, suite à la destitution de Dilma Rousseff, plusieurs de ses ministres ont été forcés de démissionner après avoir été accusés de corruption.

pratiquée dans ce pays par Odebrecht, USD 92 millions ont été versés sous forme de pots-de-vin aux personnes inculpées par le procureur de la République dominicaine.

L'action judiciaire déclenchée contre ces personnalités intervient peu après le vote par les deux Chambres législatives de la République dominicaine d'une loi sur la corruption et le blanchiment des avoirs.

Rappelons que cette loi a été préparée par le président Medina et soumise, d'abord au Sénat, en vue de sa promulgation, avant qu'elle soit entérinée par l'Assemblée nationale, pour être, finalement, signée par le président de la République dominicaine.

Mais la lutte contre la corruption est impossible en Haïti

La campagne lancée contre la corruption, au Brésil, et qui s'engage également en République dominicaine et dans d'autres États de l'hémisphère, ne peut s'implanter en Haïti où, pourtant, le président se trouve logé à la même enseigne que le chef d'État du Brésil.

En effet, le président haïtien, Jovenel Moïse, a prêté serment le 7 février 2017 se trouvant sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent. Depuis qu'il a pris logement au Palais national, il a lancé une série d'initiatives pour lesquelles, dans un pays doté d'un système judiciaire indépendant, il serait également mis en accusation pour « entrave à la justice » et « association de malfaiteurs ». Puisque, de concert avec les deux Chambres législatives, il a pris des mesures pour domestiquer les institutions chargées d'enquêter sur ses activités financières, économiques et politiques, en vue de découvrir des activités de corruption qui lui seraient imputées. Ce qui vise à bloquer toute décision qui serait rendue l'accusant de pratiquer la corruption.

Dans le cadre de telles démarches, Jovenel Moïse a révoqué Sonel Jean-François, directeur de l'Unité centrale de renseignements financiers (UCREF), l'institution qui avait, après enquête, référé son dossier au commissaire du gouvernement, pour les suites que de droit. M. Jean-François n'a pu être effectivement mis à la porte par M. Moïse, puisqu'il continue de remplir ses fonctions à l'institution.

Presqu'à la même occasion, le président Moïse a révoqué le directeur de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) pour le remplacer par Lener Renaud, son homme de confiance.

De plus, Moïse a soumis au deux Chambres la loi organique de l'UCREF transformant celle-ci d'une institution

l'hémisphère, le vent de réforme balaie les institutions pour en faire des organismes de grande lutte contre la corrup-



Aloysio Nunes, ex-ministre des Affaires étrangères du Brésil, figure centrale du scandale.

d'une grande popularité au sein des syndicats, Lula a été inculpé dans plusieurs volets de l'enquête. Il en est de même pour le successeur de ce dernier, Dilma Yousseff (2010-2016). Mme Yousseff a été destituée l'année dernière pour « maquillage de comptes publics ». Aussi bien que Fernando Henrique Cardoso (1995-2002), du parti centriste PSDB.

Au début de l'enquête, le nom de Michel Temer n'avait

Le scandale Odebrecht balaie la Rép. dominicaine aussi

La corruption en tant qu'outil de fonctionnement de la compagnie multinationale brésilienne Odebrecht a ses tentacules ailleurs, en Amérique latine et dans la Caraïbe. La pratique de pots-de-vin ne se limite pas au Brésil, mais l'enquête qu'elle a déclenchée a aussi des répercussions en



Joesley Batista.

pas été cité comme accusé. Mais sa situation a changé au fil des mois. Car non seulement il était bel et bien concerné par l'enquête, mais il se retrouve aujourd'hui sous le coup d'une inculpation pour « corruption passive ». En attendant que d'autres accusations s'ajoutent à son encontre.

Selon la Constitution brésilienne, le président de la République ne peut être jugé pour des délits commis avant le début de son mandat. Toutefois, l'implication de plusieurs de ses ministres dans le scandale peut potentielle-

ment déstabiliser considérablement son pouvoir.

Touchés par le procureur général du Brésil, les autorités judiciaires de la République voisine d'Haïti ont mis l'action publique en mouvement contre ceux accusés de corruption à Santo Domingo.

Plus d'une douzaine de hauts fonctionnaires, dont des ministres du gouvernement Danilo Medina; des ex-parlementaires aussi bien que des députés et sénateurs en fonction; et des fonctionnaires du secteur privé ont été inculpés en République dominicaine. Dans le cadre de la corruption



Blairo Maggi, ex-ministre de l'Agriculture.

indépendance à un organisme appelé à obéir aveuglément au président de la République.

Au Brésil, en République dominicaine et ailleurs dans

tion. Mais, avec Jovenel Moïse aux commandes, en Haïti, il est illusoire de penser qu'un tel objectif peut être atteint dans un futur prévisible.



ÉDITORIAL



Quelles leçons Haïti doit-il tirer de l'affaire Guy Philippe ?

Il paraît que toute l'administration haïtienne ait été mise en suspens, après que Guy Philippe eut plaidé coupable, suite à un compromis entre ses avocats et les procureurs fédéraux, contre remise de peine. Au Parlement haïtien, aussi bien qu'à la présidence, personne n'entendait prendre de décisions, ni passer de nouvelles lois portant sur l'extradition, ou engager de disposition défiant les Américains pour la manière dont l'accusé Philippe a été saisi, en plein jour, à Port-au-Prince, puis transféré, le soir même, à Miami. Les premiers instants de remontrances, au Palais législatif, passés, avec l'adoption, par le Sénat d'une résolution, appuyée par la Chambre basse, condamnant l'« enlèvement » de M. Philippe, restera lettre morte, la présidence ne l'ayant jamais publiée dans *Le Moniteur*, l'organe officiel d'Etat. Ainsi, tout le monde attendait la décision du juge fédéral, à Miami.

En effet, à Port-au-Prince, centre nerveux du système politique haïtien, personne n'avait pensé à prémunir le pays contre une nouvelle affaire Guy Philippe. Peut-être que les dirigeants du pays, tous indistinctement, étaient rendus hébétés par le choc de la capture du sénateur élu de la Grand'Anse, incapables de réaction éclairée à cette époque de confusion générale. En dépit des palabres et des affectations, qui se donnaient libre cours au sein des sénateurs et députés proches du trafiquant Guy Philippe, personne n'a osé suggérer de doter nos institutions de moyens adéquats pour surmonter les dures épreuves telles que celles suscitées par les démêlés de Guy Philippe avec la justice américaine. Surtout quand des parlementaires présentement en poste sont suspectés d'avoir appartenu à la même ligue que ce dernier dans l'univers des trafiquants.

La donne vient de changer en Haïti où les dirigeants, faute de mieux, se voient acculés à réagir à la décision du juge fédéral imposant neuf ans de réclusion à Guy Philippe. D'où la question : Quelles leçons tirer de l'affaire du sénateur élu de la Grand'Anse, mais qui n'a jamais prêté serment ?

D'aucuns diront que la législation haïtienne ne s'est pas prononcée clairement et de manière décisive sur la question d'extradition et de coopération du pays avec les Américains, ou tout autre pays étranger désireux de réclamer un fugitif pour quelque motif que ce soit. A l'heure des crimes transnationaux, il faut s'attendre à une répétition du geste qui a provoqué le scandale Guy Philippe. Mais il est nécessaire, du même coup, de nous entendre sur la question. Car on ne doit pas oublier que l'opération d'extradition (et d'expulsion de citoyens haïtiens) a été menée déjà plus de vingt-cinq fois dans le passé sans provoquer trop de remous dans l'opinion publique. Et le Parlement haïtien se retranchait toujours dans son sacré silence, même après l'arrestation et l'extradition de Fourel Célestin, un ancien président du Sénat sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide. Maintenant s'est déclenché un tollé parce qu'un sénateur

élus a été victime des mêmes pratiques ayant fait jurisprudence au cours des vingt dernières années. Sans aucun doute, personne ne se serait ému outre mesure s'agissait-il d'un simple citoyen. A moins que celui-ci serait de la famille de « trafiquants généreux » dont l'influence n'est pas à dédaigner dans le monde parlementaire. Particulièrement ceux dont l'argent sale sert à financer la campagne de sénateurs et députés corrompus liés à la pègre.

Plusieurs secteurs politiques du pays pensent que le Parlement, notamment le Sénat, a pour responsabilité d'aborder la question avec sérieux et de légiférer sereinement, avant que ne ressurgisse une situation pareille à l'affaire Guy Philippe. Surtout qu'il y a de fortes possibilités que ce sera le cas, suite aux révélations prétendument faites par le sénateur élu de la Grand'Anse aux autorités judiciaires fédérales. Au fait, on se demande si nos législateurs auront le temps d'aborder la question et de trouver une réponse appropriée avant que la prochaine tragédie ne frappe à la porte. Mais rien n'autorise à croire que les différents courants d'idées qui traversent le Parlement finiront par s'accorder sur les moyens de répondre à temps au moment où le mauvais sort arrive. Car, il y a fort à parier qu'aucun consensus ne sera trouvé pour porter les parlementaires à parler d'une seule voix concernant le problème d'extradition/expulsion.

Quoique veuillent dire et penser les secteurs concernés par la question, il faut bien se rappeler que cette affaire ne saurait jamais se séparer de celle des sanctions à infliger aux citoyens qui donnent, allègrement et sans aucune retenue, dans les activités illégales, tenant le pays captif de leurs crimes. Puisque, avant de prendre en compte le concept d'extradition et d'expulsion, il faut, à tout prix, traiter son corollaire, qui est la manière de réprimer les trafics illicites. La nonchalance de la justice haïtienne restant la cause principale de l'impunité dont jouissent les criminels, qui font la pluie et le beau temps, les pays qui cherchent à obtenir l'extradition de citoyens haïtiens, suite à leur inculpation pour trafic de drogue, ne lésineront guère sur les moyens pour parvenir à leurs fins.

Certes, en matière juridique ou légale, les pays normaux souhaitent toujours traiter avec des Etats qui respectent les normes internationales. Par exemple, les demandes d'extradition se font régulièrement entre les pays européens. Les Etats-Unis ont recours à ce procédé dans quasiment tous les pays de l'hémisphère. Et si elle se pratique régulièrement entre ce pays et ses voisins latino-américains ou caribéens, cela s'explique par le fait que les activités criminelles sont plus intenses dans cette région. Pour Haïti, en particulier, le phénomène d'extradition en sens unique avec le grand voisin est devenu un fait récurrent, surtout durant les deux dernières décennies ou presque, propulsé par l'augmentation du trafic illicite, particulièrement de drogue. Si les distributeurs de ces dangereuses substances, à tous les niveaux, raisonnent en ter-

mes de milliards de dollars de profit à réaliser, les pays ciblés eux-mêmes pour la distribution réagissent en se donnant les moyens de protéger leurs frontières. Aucun doute la détermination des autorités des pays consommateurs à développer des politiques de limitation de l'importation de ces matières ne va pas diminuer face au génie des cartels de la drogue d'écouler leurs produits.

Tout compte fait, les décideurs haïtiens ont pour obligation de se mettre sérieusement au travail pour résoudre ce problème en prenant en considération toutes ces données, surtout en veillant à écarter la dichotomie des relations injustes entre petits et grands Etats, pays nantis et nations moins pourvues. Car, si les institutions haïtiennes particulièrement concernées, en premier lieu la présidence et le Parlement, négligent de doter le pays de moyens sûrs de traiter dans la dignité avec les Etats-Unis et d'autres pays, dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment des avoirs et d'autres

crimes transnationaux, Haïti connaîtra des moments encore plus difficiles avec ses voisins du Nord.

En effet, le souci de s'enrichir vite gagnant de jour en jour de terrain, les acteurs du crime ne cessent d'innover dans la recherche de nouveaux créneaux d'exploitation. Aussi, parallèlement au trafic de stupéfiants et au blanchiment, d'autres infractions sont-elles venues s'ajouter au menu, donnant aux Etats ciblés par les cartels de nouveaux soucis. A ces crimes transnationaux s'ajoute le terrorisme international financé par les millions générés par la vente des stupéfiants. Aussi dès lors que ce dernier est introduit comme fléau à combattre, les Etats consommateurs prendront-ils toutes les dispositions nécessaires pour se protéger. Y compris l'utilisation des moyens forts.

Pour toutes ces raisons, les responsables haïtiens doivent se mettre au travail, afin d'éviter une situation encore plus grave que l'affaire Guy Philippe.

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8^e Bt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1^{ère} classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1^{ère} classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/Ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



What lessons should Haiti learn from the Guy Philippe case?

The whole Haitian administration seems to have been put on hold following Guy Philippe pleading guilty in a drug case and his subsequent sentencing to nine years in Federal jail. Of course, this was the result of bargaining between Philippe's lawyers and federal prosecutors to ease his sentence, which could have been much stiffer. Meanwhile, not a peep from Haiti's Presidency or from the Haitian Parliament as to what course to follow regarding new laws about extradition. One would have expected some action on their part, especially since some legislators had reacted defiantly when the elected, but not yet sworn Senator Philippe, was seized in broad daylight in Port-au-Prince, last January, and transferred the same evening to Miami. The Senate had hurriedly passed a resolution condemning the "abduction" of Senator Philippe and asked for the support of the Lower House. But the President never published the resolution in the *Moniteur*, the State's official gazette. Thus, the action remained without effect while all awaited the decision of the Federal judge in Miami.

In Port-au-Prince, which is the central nervous system of Haitian politics, no one thought about how to protect the country against a new Guy Philippe case. Obviously, the whole leadership was stunned by the capture of the elected Senator of the Grand'Anse region. Confused and in shock, those in the Executive branch as well as in the Legislative couldn't really have an enlightened reaction. Indeed, there were endless discussions and much posturing among Senators and Deputies, as the Congressmen are called. Understandably so, because some of them were close allies of trafficker Guy Philippe. In the end, no one suggested how to provide the country's institutions the adequate means to overcome difficult times such as those encountered by Philippe with the American justice system. This is a burning issue, especially since some sitting parliamentarians are suspected of belonging to the same league of traffickers as the condemned Senator.

Considering that Haiti's leadership is in a very delicate situation, one wonders what is being done while one of their own is cooling off his heels for nine years in a US Federal prison. What lessons can be learned from the affair of a Senator-elect who hadn't yet gotten immunity? What about those who have immunity but who may still be the targets of US justice? Are they condemned to stay in Haiti without ever traveling?

Some experts assert that the Haitian legislation fails to clearly and decisively state a position on the question of extradition and cooperation between the country and the Americans, or any other foreign country wishing to claim a fugitive for any reason whatsoever. At this time when transnational crimes are rampant, Haiti must expect a repetition of a Guy Philippe-like scandal. What happened last January with the elected Senator is nothing new.

There have been more than 25 cases of extradition and expulsion of Haitian citizens in the past two decades for transgressions similar to those that finally caught up with Guy Philippe. But there hadn't been the outcry engendered by the latest case. The Haitian Parliament had been entrenched in silence, even when Fourel Célestin, a former President of the Senate, was extradited to the US under the Alexandre-Latortue provisional Government. Certainly, a regular Citizen Joe wouldn't have caused such an emotional reaction as has Guy Philippe. Understandably so, because the latter is a family member of "generous traffickers" whose influence in Parliamentary circles can't be neglected. Indeed, it's no secret that dirty money played an overwhelming role in financing the campaign of corrupt senators and deputies linked to the underworld.

Meanwhile, several political sectors believe that Parliament, notably the Senate, has a duty to seriously address the issue with proper legislation before facing another Guy Philippe-like situation. Following revelations allegedly made by the condemned Senator-elect to Federal judicial authorities, possibilities abound about recurrences of similar scandals. Time is of the essence. One wonders whether the legislators will address the issue and find an answer before the next tragedy knocks at the door. Parliament is currently subject to pressure from all sides to act on the extradition/deportation issue. But contradicting points of view hamper it from finding a consensus allowing it to speak with one voice.

Notwithstanding all the noise, the Haitian government must deal with its system of justice. This case can't be separated from sanctions that should be inflicted on citizens who flaunt all rules and regulations by engaging in illegal activities to enrich themselves at the expense of the country, which becomes victim of their crimes. While addressing extradition and expulsion issues, attention should be given to their corollary, which is the repression of illicit trafficking. The nonchalance of the Haitian justice system remains the main cause of impunity enjoyed by criminals who often call the shots. Meanwhile, the US, seeking extradition of Haitian citizens charged with drug trafficking, doesn't skimp on the means to achieve its goals.

In organized countries where the law is paramount, relationships are developed among the States that comply with international standards. For example, extradition requests are made regularly among European countries. The United States uses this process in virtually every country in the Western Hemisphere, including its Caribbean neighbors, where criminal activities have become more intense. As far as Haiti is concerned, the one-way phenomenon of extradition by the big neighbor has been a recurring experience, especially in the last two decades. All of it has been propelled by the increase in illicit trafficking, particularly drug trafficking. The distributors of these dangerous substances think in terms

of billions of dollars of profit to be made. But the countries targeted for distribution react by providing themselves the necessary means to protect their borders. Faced with the ingenuity of the drug cartels in their assaults to get their commodities to the consumers, the US has responded by developing policies aimed at limiting the import of the dangerous substances.

At the end of the day, Haitian policy-makers must consider the issue from all sides. To solve the problem, they should avoid considering matters as a dichotomy of unfair relations between small and large states, or of rich countries versus less endowed nations. After all, the concerned Haitian institutions, particularly the Presidency and Parliament, have failed to provide the country with the means to fight against drug trafficking. In the process, there's no way of expecting dignified treatment from the United States and others. In fact, the situation could worsen for the country, if Haiti's leadership fails

to forcefully address the issues of narcotics peddling, money laundering and other transnational crimes that prey on the island nation considered a weak link.

Indeed, the desire to get rich quickly is steadily winning more ground. Crime lords are constantly innovating in their search for new niches to exploit. Thus, alongside drug trafficking and money laundering, other crimes are causing great concern to the states targeted by various cartels. On top of the existing transnational crimes, international terrorism has been added. Most of it is financed by the millions generated from the sale of narcotics. Now a new scourge must be combatted. And the targeted States use all means necessary, including strong measures, to protect themselves.

For all these reasons, the Haitian leadership must get down to business to avoid an even more serious situation than that of the Guy Philippe affair.

HAITI  *Lè manke gid, pèp la gaye*
OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553,00 FF, pour six (6) mois
 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Le poids identitaire en relations internationales

Par Dan Albertini

Entre (). La première pensée coercitive ouverte de Jovenel Moïse est l'étranger sur les eaux territoriales haïtiennes. Non pas l'espace sous-marin pour des recherches, mais retenir prisonnier en République le citoyen désespéré de l'Etat. Le but : ne pas déranger la plage. Qui reçoit

en Floride ? Un nom... ! Fermons les ().

Si vous voyez un grigri sur votre table, sur celle du PM canadien, sur celle du président haïtien. Quelle différente perception, honnêtement ? Tel que l'on se voit, tel que l'on nous voit, la peur est dans la face du détenteur et non de l'objet. Point n'est donc besoin de définir les zones grises

de la diplomatie et des relations internationales. Bienvenue Michaëlle Jean ! Il est cependant amusant d'observer la même Michaëlle Jean journaliste qui interviewait l'ancien ministre de Duvalier, Jean-Marie Chanoine, en l'occurrence (*grand ami de lulu Bouchard, dixit un ancien péquiste démobilisé par la vertu de sa femme haut fonctionnaire fédéral*), devenue GG du Canada, puis à l'OIF. Raisonner comme le haut fonctionnaire politique qui justifie toute dépense. Jean-Marie, de son état malade, dit-on, doit bien en rire.

Michaëlle Jean, placée à la tête de la Francophonie internationale, est, d'une façon détournée, un spectre diplomatique canadien. Quand tout ira bien, dira le sceptique africain. Tout nuage, toute nuance, elle sera une déclaration ex cathedra sans sourdine d'un journaliste canadien-dit de souche, c'est systématique. Elle sera la...

En outre, est aussi systématique la sainte colère de Michaëlle qui explique, peut-être mais ne digère les critiques du journaliste. Baveux, je l'admets. De la SRC. Il n'a pourtant crié gare autrefois, sur le même sujet.

Bien fait pour elle, non. En outre, elle l'a cherché, oui. Sachons que lors de sa prise en charge à titre de GG du Canada, elle n'a trouvé à sa taille de Négresse qu'une plume blanche à la hauteur de son expression de *sympi*. Pas un Noir, sauf elle, ne pouvait, à cette dimension. Ah, effet boomerang ? Mais, l'hypocrite joue au censeur, non sans raison, mais il ne fallait pas.

Dans la même foulée, puisque c'est un monsieur qui s'identifie personnellement aux relations internationales, le maire Denis Coderre aurait senti le scandale arriver à sa porte, soit par profil d'éducation reçue, son fils étant mêlé, d'après les propres déclarations du maire, dans des affaires de fraudes (cartes de crédit), un pas en avant, il dit gérer à titre de père. Le citoyen en cause est d'âge majeur. Dossier d'accompagnement, attention mais de Port-au-Prince, désolé, de Montréal. Autorité, il devient médecin socio-psychiatre et transforme le mal en déclarations : « cyberdépendance ». Non, les fiats exposés s'appellent cyber crime, d'après les cas du même genre. Les déclarations de « *joual verts* » n'y sont de la part du même journaliste qui ne crie ni ne déclare la guerre à la réputation ni à l'immixtion du maire, ni à sa nouvelle spécialité. La notion d'identité le lui défendrait car, derrière un verre de bière à un match de hockey, ça se réglerait par une blague de pots, dans cette identité.

le partenaire, *pe pd-Macron*.
dan@danalbertini.co



MAISON A VENDRE

Grande maison double à Santo 19, bâtie sur une pro-



priété clôturée de 25/100, soit de carreau.

Évaluation formelle par

un ingénieur accrédité. Située dans une zone tranquille, maison basse, spacieuse et attrayante répartie sur deux ailes attenantes, idéale pour deux familles. Comprend 5 chambres à coucher, 2 salles de bain, 2 salles à manger, 2 cuisines, 2 salons et 2 galeries.

Grande cour avec jardins, arbres fruitiers, puits, dépendances. Pour infos : 509-3430-5909 ou 509-3264-6957 ou 347-809-4502.

Complexe de 4 studios à vendre à Taïno Beach, Grand-Goâve (Haïti)



Très beau domaine perché sur la montagne, avec 4 appartements ou studios meublés, vue sur la mer. Situé à 400 pieds de la plage paradisiaque de Taïno Beach. À vendre avec lit, réfrigérateur, four dans chaque studio, électricité à l'aide d'inverter

en permanence, eau courante, eau chaude, citerne, dépendances, dépôt, garage fermé, stationnement pour au moins 4 voitures. Titres propres. Prix abordable. Appeler : 450 627 6044 (Canada), 509 3727 1045 (Haïti).

Pension de famille au Bois-Verna, Port-au-Prince

* Découvrez Gizoue Pension de famille dans un quartier chic et sécuritaire

* Confiez votre garçon de 6 à 16 ans à une éducatrice de carrière

et une directrice d'école bien connue de la place

* Un encadrement et un service de qualité attendent votre enfant

Pour info : tel. (509) 44430879 et (509)32929727
E-mail : Gizouelamaternelle@gmail.com

PROCUREZ-VOUS LES ŒUVRES DE ROSIE BOURGET

Tout le monde adore lire la rubrique de Rosie Bourget pour faire le plein de connaissance. L'auteur vous propose ses trois derniers nés, intitulés « *Floraïson* », « *A Rose in Full Bloom* », *Istwa Kreyòl* ».

Régalez-vous avec son style unique et exceptionnel. Installez-vous... et laissez-vous envahir par une sensation de bien-être et d'humour. Vous avez besoin de vous détendre ? Les textes de « *Istwa Kreyòl* » vous permettent de chasser vous-même vos ennuis, de manière simple et rapide.

En vente à la librairie Mapou.

Pour passer vos commandes, contactez l'auteur au numéro suivant

(954) 445-0344; via courriel
rbourget18@gmail.com ou r_bourget@yahoo.com.

APARTEMENT À LOUER/ APARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: \$1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

DE BROSSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

FLASH! FLASH!



**Solisyon Oganik
Pou Fam ak
Gason ki gen
Pwoblèm Sex.**

KANPE RÊD

RELE CHAM SALOMON (HERB/NUTR.) TEL: 347-933-9873

EMAIL: cbseafbk@yahoo.com

Kreyòl

soti nan paj 6

n Pwentarakèt, Klèmon Charelis nan Tomazo, Kelè Polinis nan Gantye, Vyola Jan Jil nan Fon Vèrèt, Dominik Sen Wòk nan Petyonvil, Woni Kolen nan Kwadèboukè, Linonji Sanon nan Tigwav, Makso Penchina nan Gran-gwav, Monklè Dezè nan Leyogàn, Jozèf Wils Toma nan Kabare, Mari Wozmila Petifèrè Senvil nan Akayè, fòk nou tout leve pye nou pou n mete depatman Lwès la djanm, paske Pòtoprens se kapital la, salon peyi a, ki dwe byen pwòp tout tan. Lè nou envite mounn lakay nou se nan salon nou resevwa yo. Se pou n met men ansanm nan youn chèn solidarite byen anfòm pou tout travay la fèt kòm sa dwa.

Solanj : Ou gen lasnal pou w kenbe tout non sa yo ak komin yo nan kalbas tèt ou. Bravo ! Si w konn kinan w byen, fòm fè w konnen, sè an mwen, ke Solanj ou an konnen kinan l tou. Nou menm nan Nò, kote m soti a, m ap pale ak tout majistra yo tou pou yo konnen yo gen youn responsablite tou pou fè Nò a bèl tankou Lakansyèl. Mwen kwè tout majistra yo ap dakò avè m. M ap pale de Jozèf Dyesèl Alfrèd nan Bawon, Bètòl Jòj nan Ba Lenbe, Aneliz Monkonb nan Bòyn, Jan Klod Mondezi nan Kap Ayisyen (Okap), Erèz Ejèn nan Dondon, Jovnel Jan nan Grann Rivyè, Rebe-kalin Ziki Dyesèl nan Lakil di Nò, Jozèf Gibson nan Lenbe, Jesnè Dye-done nan Limonad, Nikola Viktoren nan Piyon, Bènadèn Jak nan Milo, Gregori Etyèn nan Pilat, ki definitivman pa gen dwa lave men l tankou Pilat nan Bib la, Nila Pòl nan Plèn di Nò, Jan Klod Vòltè nan Pò Mago, Jan Erik Belya nan Katye Moren, Edlin Filip nan Rankit, Sèj Sajous nan Sen Rafayèl, Jan Jinyò Ogis nan Viktwa. Mwen kwè depi nou tande mo viktwa a, tout majistra pral travay ansanm pou bay leson modènizasyon an paske travay la ka fèt san pwoblèm, san demagoji. Majistra Gran Nò a, travay la nan men n.

Mona : Men mounn ki t ap choute sou mwen an wi. Li fè menm bagay avè m. Antouka, se travay pwòpte n ap fè pou n retire mas salte a nan figi majistra yo, paske sa anpeche yo wè reyalyite a. Mwen kwè Iramiz gen youn bagay pou l ajoute.

Iramiz : Se konsa yo chwazi mounn pou pran lapawòl. Mwen te panse se mounn ki te konn chwazi pou tèt yo kilè y ap pran lapawòl. Men medam yo fè bagay yo youn lòt jan. Kòm se Prezidan Jovnel Moyiz ki alonnè, m ap suiv l pou m al Latibonit kote Karavàn Chanjanm an déjà pote fri, l ap fè chemen l. Se konsa m ap mande pou tout majistra yo pote kole pou Latibonit toujou kenbe eskap li. Se poutèt sa, mwen mande pou tout majistra yo gen youn lespre de serenite, amoni, fraterite pou yo ka pwodui jan sa dwa. Asireman yo tout ap dakò. M ap pale de Majistra Dyesèl Wobenson Fonwoz nan Lachapèl, Èns Senfa nan Desin, Mas-len Pyè nan Desalin, Mak Anri Konpè nan Ennri, Nèl Latòti nan Gonayiv, Amilka Osmeyis nan Grann Salin, Jovnel Remon nan Tènev, Gayan Dòsenvil nan Sen Michèl, Wodrigès Demostèn nan Ti Desalin, Nikola Dòvilis nan Mamelad, Fransis Sensi nan Answouj, Jan Renèl Jid nan Gwomòn, Senèk Estimab nan Lestè ak Fris Jozèf nan Vèrèt.

Silòt : Mwen menm, m ap fè wout nan Sid ak Lagrandans pou m pale ak majistra yo ki déjà konnen yo gen anpil travay pou yo fè, sitou avèk Karavàn nan ki rive nan Gran Sid la. Men anvan mwen kontinye ak lis la, m ap fè youn ti kanpe pou m sa di nou pa koute mounn k ap pale met la, koze kredi.

Mona : Silvouplè, sè m, teke fren ou byen vit pou bagay yo ka fèf jan sa dwa, paske n toujou alekout tout bon enfòmasyon ki definitivman p ap vin lage latwoubly nan mitan nou. Depi m konn Silòt, li poko janm bay youn enfòmasyon vant bèf ki pa sa, li pa

nan bay manti. Se youn fanm konsekkan, fanm Jeremi, ki toujou sou labal. Enfòmasyon l se pate cho.

Silòt : Men pou ki rezon pou n ta bay manti pou twonpe lòt ki bezwen bon jan pawòl verite. Enfòmasyon nou pa janm sou beki kòm kwa se youn mounn paralize. Nou toujou antre anndan kizin, nan chalè a kote manje a ap kuit la, olye n al pran bon jan van deyò. Enben, tout mounn ki t ap pale anpil yo, kòm si Gi Filip te denonse lòt mounn nan depozisyon li te bay nan tribinal Miyami an, met



Majistra Youri Chevri nan Pòtoprens. Se pou ou debwoutye w.

ranje kò yo. Pou edifikasyon tout mounn, Gi fè konnen li pa t denonse pèsonn nan enterè tèt li ak fanmi l, paske aprè 9 an, ou mwens, l ap tounen ann Ayiti. Li pa ka nan kreye okenn pwoblèm, byen ke li te gen anpil koze li ta ka bay e ki te ka mete anpil mounn ann Ayiti nan gwo tèt chaje. Kòm sitwayen onèt e youn sòlda de bon volonte, li evite tout derapaj nan youn peyi ki déjà chaje ak pwoblèm. Li deside pou l viv nan lapè ak amoni ak tout konpatyòt li yo. Gi Filip pa youn move eleman kòm anpil malonnèt ta vle fè konprann. Se nòmali li te komèt youn



Majistra Wilson Jedi nan Delma

enpridans, men l aksepte responsablite l san mele lòt mounn nan zak li a. Lè jou verite a va vini gen lòt bagay ki pral di, se pa pawòl lang vipè yo.

Bravo ak konpliman pou tout mounn k ap viv nan Dèlma 6 ak 8

Iramiz : Machè, ou fè m kontan anpil paske w se youn fanm total-kapital, se klas mounn peyi a bezwen pou fè kesyon yo vance. Mwen gen youn enfòmasyon tou pou m pataje avèk nou ki reyèlman fè fyète nasyonal la san parèy. Mezanmi, mwen pa fouti gade bagay sa pou mwen sèl paske se youn aksyon de solidarite pou anpeche ke se fatra k ap akeyi mounn lè yo parèt nan youn katye. Eske n konnen mounn Dèlma 6 ak mounn Dèlma 8 mete tèt yo ansanm, timounn kou granmounn, zannana kòm pengwen, pou antanme youn kokenn chenn travay fè twalèt katye yo a defason ki vin bay zòn yo youn aspè lapwòpte wololoy ! Epi yo vin ak youn slogan pou travay yo tout antame a ke yo rele : « Karavàn Pwòpte. »

Mona : Alò, ou vle fè n konprann se youn pwolongasyon mouvman gouvènman an pou penmèt peyizan yo fè agrikilti a reprann jarèt. Se youn bèl travay.

Iramiz : Mwen kwè se youn bèl inisyativ. Sa se youn bèl vizyon pou demontre nan la reyalyite ke nou ka fè mèvyè si n kolabore. Nou se youn branch Leta a tou e nou dwe pran desizyon pou n sèvi peyi nou nan tout sans. Mounn sa yo k ap viv nan zòn Dèlma 6 ak 8 la a voye youn mesaj bay rès popilasyon an pou di yo peyi a se pou nou tout, fòk yo mete men alapat ansanm pou penmèt peyi a reprann figi tan lontan l. Y ap wete fatra nan tout kwen ak rakwen nan zòn yo a pou rezoud pwoblèm fatra nan komin nan. Se pou nou bat bravo pou travay sa a, ki merite youn ochan nasyonal, paske sitwayen ak sitwayèn sa yo koumanse youn travay ki pral tounen youn konbit nasyonal avèk patisipasyon tout mounn, menm timounn. A wi, nou dwe bat bravo lakontanman pou yo. Mwen mande pou nou tout ki la a e menm zòt k ap pran nouvel la nan bouch lòt mounn pou n leve kanpe an siy de solidarite pou n salye bèl inisyativ sa a. Debou, silvouplè !

Foul la : Bravo ! Bravo ! Bravo pou tout frè n ak sè n ki antreprann kokenn chenn travay sa a. Se youn bon siyal yo lanse wi. Konpliman !

Silòt : Tout kò m fè chè-de-poul, se kòm si m gen frison, lè m tande aksyon sa a. Mwen santi m reviv e fyè de tout sitwayen sa yo, sitou ti mounn yo k ap patisipe ansanm ak granmounn yo. Mwen pa gen bouch pou m pale. Mwen kwè nou dwe òganize youn delegasyon pou n al gade zòn lan e menm pote youn plak de Biwo Majistra a pou renmèt lidè nan zòn nan onon tout sitwayen yo pou travay sa a ki pral tounen youn mouvman nasyonal.

Solanj : Mwen kontan anpil pou m tande koze sa a. Li rantrè nan tout mwèl mwen, m santi san m ap tresayi ! Se youn mouvman ki dwe kontinye fè chimen l nan tout 4 kwen peyi a, pou m pa di nan tout 10 Depatman yo. Mwen bat bravo pou tout konpatyòt yo ki antreprann mouvman solidarite sa a pou montre kijan nou ka kenbe peyi a pwòp.

Mona : Mwen p ap janm bliye ke manman m te konn di m ke te gen gwo slogan pou penmèt popilasyon an kenbe peyi a pwòp. M sonje : « *Maintenir la ville propre* ». Se te « *Service la voirie et de Sanitation* », li te di m, ki te anchaj youn pakèt slogan konsa, men m bliye lòt yo. Atò pou ki rezon nou pa ka kenbe peyi a pwòp ? Mezanmi, se nou menm ki pou fè fyète peyi a jan nou kenbe l nan lapwòpte. Se pou n jete vye mantalite salòp ak malpwòp la nan youn twou san fon.

Solanj : Nou rete kwè ke gen sitwayen konpetan e ki gen lanmou pou peyi a, ki pral fè tou sa yo konnen pou ede peyi a soti nan labirent li ye a. Nou pa gen dwa pèdi lespwa paske jou pou tout mounn pran konsyans lan pa lwen. Eskize m, Silòt, ou wè kijan m pat kab kenbe tout pawòl sa pou mwen. Enben m chè kontinye fè chimen w pou w pale ak majistra yo.

Silòt : Nou mande pou tout majistra yo fè jèf pou ede Gran Sid la ki chaje ak pwoblèm, sitou apre pasaj siklòn Matye nan mwa Oktòb lane pase a. Kote majistra Jan Iv Amazan nan Lilavach, ki sanse tounen youn destinasyon pou touris ? Jan Gabriyel Fòtine nan Okay se youn majistra ki gen gwo responsablite sou do l. Nou wè li gen tan òganize youn Polis Minisipal. Mwen tande li fè konnen tou ke Karavàn nan se youn redresman ak youn boustè ke Prezidan Moyiz ap bay pou refè Leta nan zafè wout agrikòl e preparasyon zòn agrikòl yo. Se pa youn karavàn pou regle tout bagay. Pa bliye nou te gen youn Leta an fayit depi 60 an, sètadi 30 an divalyeris ak youn lòt 30 an aprè Jan Klod te tonbe. Nou pare pou travay la. Nou kwè tou ke lòt majistra yo dwe pare tou pou pote doleyans yo e fè tout sa yo konnen pou ede komin pa yo. N ap pale de

Majistra Pyè Moris Selesten nan Koto, Klod Memeus nan Chadonyè, Jan Maks Chal nan Chantal, Èns Ayis nan Kavayon, Enò Tilis nan Kanperen, Sovilòm Matiren nan Aken, Iv

Mari Moris Chato nan Anikè, Jan Klod Dèpyè nan Zanglè, Gidil Jozèf nan Tòbèk, Jan David Brina nan Manich, Wilsonn Dena nan Pò Sali, Jan Remon Pyè-Lwi nan Pòtapiman, Frisnèl Cheri nan Wòchabato, Lik Edwin Seyid nan Sen Lwi di Sid, Jan Ig Winpe nan Sen Jan di Sid, Remize Denize nan Tibiwon.

Mona : Mwen kwè tout mounn konprann nesessite pou gen youn solidarite pou penmèt nou jwenn youn bon jan solisyon. Men mounn Dèlma 6 ak 8 yo rive fè youn travay pou tout lòt zòn yo suiv. Se pa youn bagay ki koumanse pou rete non ! Se youn travay k ap kontinye pou tout tan, paske youn fwa gen mounn youn kote ap toujou gen fatra. Men nou pa ka kite fatra vin anpile sou nou.

Silòt : Mèsi anpil, Mona, pou ti eklèsisman sa a. N ap kontinye site non majistra yo ki gen gwo responsablite sou zepòl yo. Nou kwè tout majistra nan Depatman Grandans lan konnen yo gen youn kokenn chenn travay pou yo fè. Pa gen tan pou pèdi, nou kwè tou mesye-dam yo pare. N ap pale de Jan Rikado Lwi nan Abriko, Jòj Simon nan Ansdèno, Favè Aleksis nan Bomon, Lwi Mari Titis Dorimen nan Bonbon, Lawòch Leyon nan Chanbelan, Alèks Maksa nan Koray, Jilbè Jan nan Dam Mari,



Majistra Jid Edwa Pyè, Kafou.

Klod Ari Milò nan Jeremi, Wesli Jan Pyè nan Lèziwa, Jorèl Jòj nan Mowon, Evil Lavyolèt nan Pestèl ak Olen Jan Richa nan Wozo.

Solanj : Sèlman, mwen wè n ap site non majistra yo, mwen ta swete nou pa bliye youn ladan yo. Si toutfwa nou ta manke youn se pa t ap fòt nou, paske n ap boule daprè sa n sonje. Nan Depatman Nip la nou gen Iv Kasamajò nan Ansavo, Jan Lwi Ati nan Ano, Jozli Jan nan Baradè, Kensonn Benwa Jisten nan Fondènèg, Wilki Chal nan Gran Boukan, Iv Metelis nan Miragwàn, Jid Bris nan Payan, Wilnò Pyè nan Ti Twou de Nip, Serès Kadè nan Ti Rivyè de Nip ak Emanyèl Odne nan Plezans di Sid. Pa gen rezon pou m pa site majistra nan Sidès yo ki konnen yo dwe anbeli depatman an ki resevwa anpil vizite chak ane. Kidonk jwèt pou nou mesye-dam. N ap pale de Maki Kesa nan Jakmèl, Makso Jan Pyè nan Tyòt, Dano nan Gran Gozye, Jan Wildè nan Kay-Jakmèl, Denwal Antenò nan Bèlans, Viktò Dominik nan Benè ak Ari Brino nan Ansapit.

Iramiz : Kounnye a nou pral di m mete kò m tou piti pou m pa patisipe nan nonmen non majistra yo nan depatman pa m. Mwen te tou pare pou Plato Santral, paske fanmi m se mounn Mibalè, youn vil ke m byen konnen. Men yo : Makilis Ledou nan Beladè, Delinwa Gèrye nan Boukan Kare, Rene Rafayèl nan Sèka Kavajal, Kastèl Apolon nan Sèka Lalous, Jonèl Jan Batis nan Ench, Wodli Karyètàn Bald nan Laskawobas, Ibè Dichèn nan Mayisad, Locha Lagè nan Mibalè, mounn pan ou k ap fè youn bon travay pou anbeli vil la ak depatman an. Epi tou gen Mari Andre Rit Telis nan Sodo ki dwe travay pou fè vil la bèl pou resevwa tout vizite k ap anvayi nan rès mwa Jen an epi nan mwa Jiyè a. Pou n fini n ap site Wisne Gaston nan Savanèt, Wilma Franswa nan Tomasik ak Mateyis Bènado nan Tomond.

Silòt : Nou pa vle gen jalouzi nan fanmi an. Se konsa n ap fè youn vire bò Nòdwès la pou n site non majistra

yo. Se Jozye Alisma nan Pòdpe, Gaston Estima Nan Sen Lwi di Nò, Bèno Valsin nan Ansafolè, Jan Lwi Aliska nan Bonbadopolis, Od Mètil nan Chansòlm, Antoni Maniga nan Basen Ble, Joznam Liben nan Latòti,



Majistra Nis Simon nan Taba. Youn bèl dam pral mete pwòpte.

Krisyan Jozèf nan Mòl Sen Nikola, Dejan Mak nan Jan Rabèl ak Jozèf Ilès Tètilis nan Bè de Èn.

Mona : Kòm tout mounn konstate gen anpil majistra pou jere sante peyi a jan sa dwa. Alò, fòk yo tout fè travay yo e egzèsè eksperyans yo, sitou pou monte òganizasyon pou travay la byen fèt. Nan Nòdès gen majistra Demeyis Lima nan Wanament, Franswa Placid nan Ferye, Lwi Jak nan Fò Libète, Belijan Nwèl nan Pèch, Silvyo Mikanò nan Montòganize, Amid Gabriyel nan Karis, Ejèn Adriyen nan Kapoti, Anjelè Jozèf nan Monben Kwochi, Renèl Pyè nan Karakòl, Kasiyis Masèy nan Sent Sizàn, Mari Evena Danyèl Poupilis nan Tèrye Wouj, Kastèl Latòti nan Valyé ak Dyedone Giyòm nan Twou Di Nò.

Kote Polis kominotè avèk Asosyasyon majistra yo ?

Solanj : Non, se pa posib pou n ap jwe avèk enstisyon yo. Si youn bagay aplikab pou youn, li aplikab pou tout. Nou mande pou lòt Biwo Majistra yo, pa sèlman Okay, gen polis minisipal pa yo paske se sa Konstitisyon an mande. Se sa ki lakòz nou gen tout gwo pwoblèm sa yo ak ensekirite.

Silòt : Nou pa konsistan nan sa n ap fè. Nou toujou ap tann etranje vin fè pou nou. Bagay yo ap chanje pou n retounen nan sous nou. Se pou n sispann mete espwa nou sou etranje ki gen pwòp pozisyon pa yo. Nou gen youn Asosyasyon Majistra ki te dwe panche sou lòt bagay ki gen rapò ak responsablite majistra yo. Jouk kounnye a mwen pa konprann sa otorite yo k ap dirije òganizasyon an ap regle pou yo rann li pwodiktif. Majistra Kafou a, ki alatè asosyasyon an, gen pou l pran responsablite l. Majistra Jid Edwa Pyè, tan an se alaksyon, pa gen tan pou pale anpil toujou. Antan ke otorite responsab, ou dwe pran desizyon e aplike tout règleman yo jan sa dwa. Nou pa gen tan pou n pèdi. Si asosyasyon an pa pwodiktif, fòk nou repanse lèchons epi mete bagay yo sou de ray yo. Dayè, nou te dwe tande non Asosyasyon Majistra yo nan Karavàn lan. Mezanmi, nou dwe mete nou an pozisyon pou n travay, pa an pozisyon pou voye toya.

Iramiz : Mwen dakò ak nou tout pou jan nou pale e trete sijè a avèk detèminasyon. M espere mesye-dam yo p ap fache pou lafason nou mande pou yo pran men yo pou peyi a ka atèri jan sa dwa. Youn lòt bagay tou, sanitasyon endispansab. Mwen ta konseye tout majistra louvri je yo sou tout bagay. Gen gen anpil obsèvatè k ap obsève yo, anpil je ki brake sou yo pou travay yo gen pou fè pou chanje imaj peyi nou an ki trè negatif. Fòk rankont yo fèt pi souvan pou sa pa pwovoke gwo malèz. Majistra yo gen pou rele sou kò yo, souke kò yo menm, pou tout mounn ka konnen ke yo egziste.

Jan Bèbè
28 Jen 2017



NYC WELL
Talk. Text. Chat.
24/7

GRASA NYC WELL MWEN

GEN KONFYANS NAN TÈT MWEN

PANDAN M AP JERE KRIZ PANIK MWEN YO.

Konseye NYC Well yo la pou ede w avèk pwoblèm tankou depresyon, anksyete ak abi dwòg oswa alkòl. **Gratis, konfidansyèl, 24 sou 24, 7 jou sou 7.**

Pale **1-888-NYCWELL (1-888-692-9355)**
Tèks **WELL** bay **65173** Tchat **nyc.gov/nycwell**

The City of New York
Office of the Mayor

Thrive NYC
NYC

LA SEMAINE EN VRAC

Les enseignants annoncent la poursuite de la mobilisation

Par Moun

Depuis début mai de cette année, les enseignants et les enseignantes de la fonction publique, encadrés par l'Union des normaliens et normaliennes d'Haïti (UNNOH), ont appelé à une grève en vue de forcer le gouvernement à répondre à leurs revendications. Il s'agit, entre autres, du paiement de tous les arriérés de salaires; il s'agit aussi d'un ajustement de salaire qui permettrait d'améliorer les conditions de vie et aussi de la nomination d'enseignants...

Ces journées de grève étaient un prélude à la mobilisation générale prévue au cas où les revendications n'auraient pas été satisfaites.

Le 17 mai, à l'occasion de la journée nationale des

enseignants, ceux-ci se sont mobilisés pour dénoncer les mauvaises conditions de travail dans les écoles publiques du pays.

Auparavant l'UNNOH avait dénoncé les subventions accordées aux parlementaires pour la période pascale : ces subventions constituent « *un crime politique et social contre la population qui croupit dans la misère* », alors qu'il faut réduire le train de vie des fonctionnaires et les dépenses de l'État, et que le groupe au pouvoir a accaparé la majorité des ministères et des directions générales. Les leaders syndicaux ajoutaient que l'argent aurait pu servir à payer une partie des arriérés de salaire des enseignants.

L'UNNOH avait aussi dénoncé les multiplications des festivités carnavales-

ques, notamment le carnaval « *présidentiel* » organisé après les dernières élections.

Suite aux grèves et manifestations organisées par les enseignants, au mois de mai, le ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait affirmé que tout serait fait dès le vote du budget par le Parlement pour répondre favorablement aux revendications « *justes et légitimes* » des enseignants en poste qui n'ont pas reçu leur salaire depuis une ou plusieurs années. Le chef du gouvernement, dans son allocution au Parlement, avait aussi fait état des dispositions dans le budget pour satisfaire les revendications des syndicats d'enseignants, pour assurer le paiement des frais scolaires dus aux écoles nationales, aux employés du

PSUGO et du PRONEC (écoles communales).

Cependant, à l'occasion d'une conférence de presse, le 13 mai, le coordonnateur de l'UNNOH a fait savoir qu'aucun accord n'avait été trouvé avec le gouvernement dans la transparence et avec une échéance claire visant à répondre aux revendications des enseignants.

Il est donc prévu un « *repli stratégique* » pour évaluer la première phase de la mobilisation, une seconde phase étant programmée pour la prochaine rentrée scolaire, en septembre. Les enseignants, parents et élèves sont appelés à participer à cette mobilisation annoncée qui sera organisée en coordination avec le personnel des écoles publiques, du PSUGO et des écoles communales. Parmi les revendications des enseignants figurent la nomination des enseignants, le paiement des arriérés de traitement, la valorisation du métier d'enseignant et l'octroi d'avantages sociaux (Alterpresse).

De fait, il faudrait trouver un accord et les moyens

pour que les enseignants – et plus généralement les employés de la fonction publique – soient payés régulièrement; pour qu'il n'y ait plus d'« *arriérés* » de salaire. Car un salaire qui suffit à peine à vivre au jour le jour ne permet pas d'économiser. Il faudrait aussi que des crédits à bas intérêts soient disponibles pour les petits fonctionnaires du secteur public. En conséquence, un nouveau syndicat d'enseignants **R E F E R A N S** (Regroupement du fondamental pour une éducation renouée par des actions nouvelles et solidaires), qui était intervenu en faveur du secteur éducatif après le passage de l'ouragan Matthew, réclame que les enseignants puissent « *vivre* » de leur profession.

Quant au MENFP, ne devrait-il pas profiter de la période des vacances pour réparer les infrastructures scolaires vétustes (toilettes, mobilier, distribution d'eau potable, etc....) à travers le pays ?

23 juin 2017



La formation Zenglen continue son chemin malgré la complexité du marché de la musique

Par Robert Noël

La réussite dans la vie est liée à plusieurs facteurs et cela quel que soit le domaine ou la discipline qu'on embrasse. Il faut toujours rêver et essayer de trouver les moyens qui permettent de réaliser les rêves qu'on caresse. Le chemin vers le succès n'est pas toujours linéaire et aplani. Parfois, il est jonché d'épines. On ne doit pas se laisser emporter par le tour-

pes musicaux haïtiens plus difficiles aujourd'hui. On ne peut imputer cette situation à une erreur de parallaxe, c'est-à-dire à une mauvaise lecture de la situation.

On ne sait pas trop si on peut attribuer la remontée progressive du Zenglen à la baisse de ses compétiteurs, ou bien à l'application directe des secrets que détient le groupe pour rebondir après chaque période de crise. En tout cas, on est unanime à reconnaître que Zenglen est le groupe le plus en-

qu'utilisent leurs collègues étrangers. Il est bon de se rappeler que le streaming remplace l'ancien moyen de consommation de la musique, qui est devenu désuet aujourd'hui. Les musiciens haïtiens sont obligés de faire l'étude du marché pour comprendre son évolution et trouver des moyens sûrs de survie. Ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'à aujourd'hui. Combien d'Haïtiens ont-ils accès à cette nouvelle forme de consommation ? Le konpa dirèk est encore au stade de musique communautaire et rien n'est fait pour le sortir de ce confinement naturel. Les musiciens ne font que gérer leur vedettariat, et les orchestres ne rêvent que de petits contrats de bals en weekend.

La formation Zenglen s'est laissée aussi prendre au piège de la technologie moderne. On est en

droit de dire qu'elle a même été trop loin dans sa stratégie en publiant, sur les réseaux sociaux, tout le contenu de son nouvel album, avant même la vente signature de son disque « *Rezilta pi red* ». Si les responsables de Zenglen considéraient une telle disposition comme stratégie de promotion, ils ont échoué et ont payé les conséquences de leur imprudence (J. R. Noël).

Même dans les marchés informels, nos pauvres marchandes ne vous laisseront pas emporter leurs produits sans bénéficier d'une ristourne. Souvent, elles vous demandent de goûter à ce qu'elles vendent pour vous encourager à acheter. Elles ne sont ni philosophes, ni psychologues ayant une intelligence académique, mais elles sont dotées de l'intelligence pratique innée qui les permet de

fonctionner dans une société qui, de jour en jour, devient de plus en plus difficile et exigeante.

Une bonne promotion et un marketing promoteur garantissent toujours le succès

Ne remarque-t-on pas que dans les centres d'achat on fait la promotion et le marketing d'un nouveau produit en vous offrant à le goûter ou en vous invitant à une brève démonstration y ayant rapport. Cette stratégie marche bien. Le groupe Zenglen aurait pu faire de même avec son nouvel album « *Rezilta pi red* », au lieu d'afficher tout son contenu sur les réseaux sociaux avant le lancement du disque. Il aurait pu envi-

Suite en page 7



billon de la vie. Malgré vents et marées, il faut tenir. À la lumière d'un tel principe, le groupe Zenglen continue d'exister.

À chaque jour suffit sa peine

Les difficultés sont souvent imprévues et apparaissent quand on s'y attend le moins. On les assimile aux épreuves auxquelles on doit faire face pour contourner les embûches que nous tend la vie. On doit certainement s'armer surtout de courage et de patience pour les surmonter. Dans certains cas, elles se succèdent en chaîne. Ce qui permet de dire qu'à chaque jour suffit sa peine.

Les problèmes ne discriminent pas. Même les gens les plus riches du monde n'en sont pas exempts. Il faut savoir comment les affronter et les tacler avec efficacité en utilisant des stratégies fiables qui permettent de les solutionner. Toutefois, il faut toujours s'attendre à l'émergence de nouveaux types de problèmes. Et pour reprendre les paroles de la chanson « *Rezilta* » du groupe Zenglen, « *pwoblèm pa janm fini, son lwa nan lanati, lé ou rezoud youn, gon lòt ki parèt* ».

Cela prouve bien que les musiciens de la formation Zenglen sont prêts à toutes éventualités de la vie. Les nuages commencent à se dissiper pour ce groupe musical qui avait sombré dans un court silence. Aujourd'hui, il part à la reconquête des cœurs de tous ceux qui, pour une raison ou une autre, semblaient perdre l'espoir de le revoir au meilleur de sa forme. On commence à revoir Zenglen aux diverses affiches. La complexité du marché rend les conditions d'existence des grou-

clin à affronter des problèmes internes. Et quand il se trouve dans de pareilles situations, ni le maestro, ni le manager ne répond aux appels téléphoniques. Ils adoptent une telle attitude, peut-être, de peur d'être questionnés sur une quelconque situation de tension régnant au sein de la famille. C'est donc une erreur de leur part. Ils ont ainsi perdu cinq appels d'offre successifs qui leur auraient garanti des contrats pour animer des soirées de levée de fonds à New York et au Bénin (ex-Dahomey), en Afrique.

La musique gratuite sur les réseaux sociaux : Un investissement sans dividendes ni impact

Le manque de créativité liée au business de la musique devient un nœud gordien pour les artistes haïtiens. Ils croient que la publication d'un album gratuit sur Internet peut aider à relever les défis auxquels font face les groupes musicaux haïtiens et l'industrie de la musique. Ils suivent le modèle des artistes étrangers qui ont la possibilité d'atteindre des consommateurs de musique à travers le monde. Il faut qu'ils se rappellent que ces artistes font partie d'une industrie musicale bien structurée, où le droit d'auteur des artistes est respecté et protégé. Ce qui, pourtant, fait défaut dans l'univers musical haïtien. D'ailleurs, les groupes musicaux haïtiens sont obligés de s'autoproduire aujourd'hui.

Les musiciens et groupes musicaux haïtiens doivent comprendre que leur stratégie de promotion ne peut s'adapter à celle

MWEN SE NEW YORK

“ IDNYC se kat ID nou pou sikile nan Vil New York. Avèk avantaj tankou tikè sinema, rabè sou lwazi, ak abònman gratis nan aktivite kiltirèl, IDNYC se kat ki obligatwa pou tout moun New York. ”

ENSKRIPSYON AN GRATIS,
RAPID AK FASIL!
KONDISYON IMIGRASYON OU
PA ENPÒTAN.

RELE 311 (TR5 711) OSWA ALE
SOU SITWÈB NYC.GOV/IDNYC

id NYC
8 milyon moun New York
1 kat pou nou tout

NYC
New York City